Lebrun, Armand
La dictature du prolétariat

LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

LES RAVAGES DU BOLCHÉVISME EN HONGRIE

PAR

ARMAND LEBRUN

64 gravures et 20 illustrations colorées



Est-ce cela que vous avez voulu ?
(message des communistes à la Conférence de la Paix)

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN,
108 BOULEVARD SAINT-GERMAIN
PARIS

LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

LES RAVAGES DU BOLCHÉVISME EN HONGRIE

PAR

ARMAND LEBRUN

64 gravures et 20 illustrations colorées



LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN,
108 BOULEVARD SAINT-GERMAIN
PARIS

IMPORTÉ DE HONGRIE

Hornyánszky V., Budapest.

PRÉFACE.

En dépit de la défaite qu'il a essuyée en Pologne, le bolchévisme russe médite un retour offensif. Il persiste à vouloir déchaîner la „révolution mondiale“ pour établir la domination universelle du prolétariat. La tempête qui secoua l'Est Européen se répercute maintenant en Occident. Elle y soulève dans le monde ouvrier la fameuse *vague de paresse* qui dissimule mal des aspirations et des exigences extrêmes; elle se manifeste un peu partout sous forme d'une épidemie de grèves. La „III[e] Internationale“ recrute des adhérents même en France, dans ce pays que sa grande victoire semblait devoir mettre à l'abri des mécontentements qui grondent dans les profondes couches sociales; le monde anglo-saxon, qui avait tiré tant de profits de la guerre, se voit également de plus en plus secoué par la fiévre extrémiste. Dans les pays vaincus de l'Europe Centrale, les revendications, que les souffrances de la guerre ont rendu plus violentes encore, ne se bornent plus au monde ouvrier seulement; elles ont inficié la mentalité de larges couches „bourgeoises“: celles des fonctionnaires publics, des employés du commerce et des transports, des professions libérales, etc.

On perçoit les bruits avant-coureurs d'un mouvement universel qui pourrait — si l'on n'y prend garde — retarder encore le retour aux conditions normales, perpétrer l'état de surexcitation chez les peuples que la guerre mondiale a si durement éprouvés.

Les nations occidentales ne semblent pas se rendre un compte bien exact de tout ce qui pourrait survenir si les hommes politiques, qui président aux destinées de l'Europe et de l'Amérique, n'imaginent un moyen propre à conjurer le danger et ne prennent, d'urgence, des mesures faites pour apaiser les passions qui grondent dans les couches

agitées des masses, pour rétablir l'état normal dans les âmes et pour restaurer la vie économique bouleversée.

Les signes précurseurs du péril qui menace l'Europe donnent un regain d'actualité à la question de savoir ce qu'est le bolchévisme. Partant, ceux qui, de près, ont vu les bolchevistes à l'oeuvre, ont aussi le devoir d'exposer au public occidental ce qu'ils ont vu.

J'ai séjourné en Hongrie pendant la tempête bolchévique qui y a sévi du 21 mars au 1er aout 1919. En ma qualité d'étranger, j'ai bénificié d'une immunité presque complète ; j'ai pu circuler librement dans la capitale et en province soumises à la dictature du prolétariat. J'eus l'occasion de m'entretenir avec quelques-uns des hommes détenteurs du pouvoir aussi bien qu'avec les bourgeois que la terreur rouge faisait trembler. Je crois donc être à même de présenter un exposé authentique de tout ce qui s'est passé sous le régime de Béla Kun en Hongrie.

Désireux de faire connaître la vérité pure et simple, je n'aurai garde d'exagérer quoi que ce soit. Les phases de la bourrasque rouge ont été trop terribles pour qu'il faille les dramatiser. Je n'aurais qu'à les évoquer dans l'ordre où elles se succédèrent, si je voulais inspirer la haine des bolchévistes aux bourgeois français. Mais telle n'est pas mon intention. Elle consiste plutôt à montrer ce qui menace les pays occidentaux á leur tour. Il importe de faire entrevoir aux foules ouvrières de ces pays les résultats qu'elles peuvent attendre de la vague léniniste qui s'efforce de s'étendre partout.

Je me propose donc de rapporter *sine ira et studio* ce que les disciples hongrois de Lenine et de Trotzki ont fait dans leur pays; tour à tour, je ferai connaître :

les décrets par lesquels le bolchévisme hongrois a établi la dictature rouge;

les assauts qu'il a livrés au trésor public et aux grands établissements financiers ;

les résultats qu'il a obtenus en socialisant les usines et qui devinrent plus funestes aux ouvriers qu'aux patrons ;

LE 1-ER MAI 1919 À BUDAPEST.



Rue Kossuth Lajos.

Phot. : Aug. Hornyánszky Budapest (Hongrie).

LE 1-ER MAI 1919 À BUDAPEST.



Kigyó-tér, en face du Pont Elisabeth.

Phot.: Aug. Hornyánszky Budapest (Hongrie).

les résistances qu'ils ont provoquées chez les cultivateurs, qui ont affamé les villes et déterminé la défaité du bolchévisme;

les mesures qu'ils ont prises contre le commerce et qui bouleversèrent la vie de toute la population, celle des petites gens-surtout;

les échecs subis par le bolchévisme seront expliqués par les déclarations authentiques de ses chefs mêmes.

Présentant aussi les portraits de ses protagonistes, je ferai connaître enfin les atrocités perpétrées par ses terroristes, les „enfants de Lénine", dont les crimes finirent par écoeurer tous les honnêtes ouvriers.

Comme c'est à ces derniers surtout que je désirerais faire connaître la vérité sur le bolchévisme, je m'appliquerai á exposer les faits avec la plus grande impartialité. Je produirai les preuves irréfutables sur l'authenticité rigoureuse des événements si saisissants et si instructifs dont la Hongrie fut le théâtre dans ce *monde renversé* du régime bolchéviste.

L'AUTEUR.

COMMEMT LE FAIT A-T-IL PU SE PRODUIRE?

Le peuple hongrois bolchéviste! Ce peuple, que ses rivaux et détracteurs avaient dépeint à Paris et à Londres comme un peuple „de paysans“, un peuple „retardataire“, „instrument docile de ses magnats et de sa gentry“, oppresseur des „jeunes démocraties“ slaves! Comment subit-il, pendant quelques mois seulement, la dictature du prolétariat? Comment un pays agricole pouvait il se plier à l'hégémonie des ouvriers d'usine? Comment cette classe pouvait-elle concevoir pareille aspiration dans un pays dont le gouvernement passait pour être réfractaire à toutes les idées sociales modernes?

Tout comprendre, c'est tout pardonner!

Pour expliquer ce qui est arrivé il faut exposer quelques vérités sur la Hongrie. Certes, l'agriculture constitue la principale occupation du pays; elle nourrissait 64·5% de la population d'avant-guerre. Cependant, les produits mi-ouvrés et finis de l'industrie n'en constituaient pas moins 49% des exportations de l'ancienne Hongrie. Dans la Hongrie mutilée par la ligne de démarcation de M. Clémenceau et où le cyclone rouge a pu sévir, l'agriculture ne nourrit plus que 56·4% de la population. Le reste, c'est a dire: le peuple des villes, était surabondamment saturé d'idées modernes et avait imposé au Parlement hongrois les progrès sociaux et économiques du XIX[e] siécle, créé une industrie très développée et mis sur pied un commerce extérieur de 4 milliards par an.

La grande Hongrie vivait bien sous le régime du cens électoral restreint; mais la réforme électorale d'avant-guerre avait triplé déjá le nombre des votants et l'Assemblée Nationale actuelle est issue du suffrage universel étendu aux femmes. S'il est exact que le suffrage universel avait été révendiqué par la classe ouvrière, il n'en est pas moins vrai que c'est précisément cette classe qui le mutila lorsqu'elle



Comte Michel Károlyi, président de la république qui a livré la Hongrie aux communistes.

Tibor Számuelly (Samuel), journaliste, l'homme le plus sanguinaire du régime bolchéviste.

Béla Kun (Kohn), employé-infidèle d'une caisse d'assurance ouvrière, chef de file des communistes hongrois.

Joseph Pogány (Schwarcz), journaliste, qui se plaisait à s'appeler le Napoléon rouge.



Alexandre Garbai, ouvrier-maçon, président du conseil des commissaires.

Charles Vantus, employé d'une caisse de secours, commissaire de l'agriculture.

Désiré Bokányi, tailleur de pierres, commissaire de la prévoyance sociale, commandant d'un corps de l'armée rouge.

Pierre Ágoston (Augenstein), professeur d'université, commissaire substitut des affaires étrangéres.

s'emparait du pouvoir. Le pays comptant, avant la guerre, plus de 5000 fabriques qui occupaient 500,000 ouvriers environ, les problèmes sociaux devaient nécessairement préoccuper la législation en Hongrie tout aussi bien que dans les pays d'Occident. L'assurance ouvrière en cas de maladie et d'accidents y était parfaitement organisée et le gouvernement préparait déjà l'assurance de l'ouvrier contre l'invalidité et le chômage. Sans doute, le régime laissait encore à désirer; mais avant de satisfaire toutes les exigences des socialistes il fallait bien que l'on commençât par consolider la jeune industrie nationale. Or, les frais causés par l'entretien des oeuvres de prévoyance, que ses concurrents supportaient assez ellègrement, — l'auraient vite écrasée.

Un fait demeure à retenir: au point de vue financier et industriel, ainsi qu'à celui du niveau intellectuel général, de l'intensité de la vie scientifique et artistique, la Hongrie s'assimilait aux nations occidentales et devançait de beaucoup tous ses rivaux d'Orient. A Budapest, par exemple, dans cette ville si élégante, si progressiste, la vie est incomparablement plus animée et plus cultivée qu'elle ne l'est à Bucarest, à Belgrade ou à Sophia.

Mais alors, comment était-ce possible que cette ville subît le bolchévisme? Le mystère parait inexplicable.

Je cherche à le tirer au clair. J'ai observé le peuple de cette ville pendant la terrible tourmente qu'était la guerre mondiale. Celle-ci fut une lutte inégale contre les plus grandes puissances du monde, sous la formidable pression du blocus de famine. De plus, on avait la vague et troublante conviction d'être guetté par les ennemis intérieurs qui méditaient, préparaient et annonçaient tout haut le démembrement total de l'Autriche-Hongrie. Et pourtant, le peuple hongrois ne montrait ni crainte, ni découragement. Les rues de Budapest présentaient l'aspect gai et animé des temps de paix. Les bulletins de guerre annonçaient, presque toujours, de grandes victoires. Ici, l'Allemagne passait pour être invincible: on dissimulait soigneusement à ce bon peuple les revers de la brillante „carte de guerre": la censure éliminait toute allusion à une défaite et le public n'eut jamais l'occasion de lire des journaux français ou anglais. Il était d'autant plus confiant que le blocus de famine ne lui valait que peu ou prou de désagréments. Sans doute, les vivres se

venaient chaque jour un peu plus chers; mais il y en avait en abondance. Et comme tout le monde gagnait de l'argent; que l'industrie, alimentée par les fournitures de guerre, se développait à vue d'oeil; que les cultivateurs obtenaient des prix de plus en plus élevés, nul ne s'inquiétait: théâtres et cafés-concerts faisaient le maximum.

Ce n'est qu'en janvier 1918 que l'on commençait à avoir des appréhensions. Evidemment, on venait de terrasser la Roumanie et la Serbie; mais le front occidental donnait des signes de défaillance. A la Chambre, les orateurs de l'extrême gauche se mirent à critiquer l'alliance avec l'Allemagne, à réclamer la conclusion de la paix et le suffrage universel. Le comte Tisza qui, — le fait est avéré aujourd'hui- avait combattu l'ultimatum envoyé à la Serbie et la guerre des sous-marins, mais à qui il répugnait, à lui, la loyauté personnifiée, de fausser compagnie aux alliés, dut donner sa démission. C'était comme un premier désaveu de la politique suivie jusqu'à ce jour. Le public chuchotait sur des possibilités de défaite. Cependant, la nation tint bon; elle était même résolue d'aller jusqu' au bout parce qu'elle sentait que la paix trancherait dans le vif. Mais lorsque „le poing cuirassé" allemand se détendit, les orateurs d'extrême gauche se vantaient tout haut d'être „les amis de l'Entente". Ils firent entendre que leur arrivée au pouvoir pourrait conjurer encore le danger de l'anéantissement qui menaçait la Hongrie. Ils devaient savoir pourtant qu'il était beaucoup trop tard, que les diplomates et généraux russes qui avaient déchainé la guerre mondiale — les révélations publiées à St. Pétersbourg l'attestent — avaient préparé de longue main la déchéance de la Hongrie. Cette déchéance — toute la presse slave la proclamait depuis 60 ans — avait été décidée depuis 30 ans et la défaite des diplomates et des généraux russes ne modifia la décision prise qu'en faveur des derniers adhérents à l'Entente. Même une nouvelle orientation de la politique hongroise à la veille de la guerre n'y eut rien changée. L'homme qui se noie se cramponne à un brin de paille: lorsque le bloc des Puissances centrales se desagrégea, quant on apprit en Hongrie la capitulation des Bulgares et l'éffondrement du front allemand, le public de Budapest, tombé des nues, cruellement déçu dans toutes ses espérances, se tourna vers le comte Michel Károlyi dont il connut toutes les imper-



Fedak Sari, la célèbre primadonne Hongroise, que l'on avait forcée à assister à la fêle d'enrôlement de soldats rouges en réquisitionnant son appartement et en lui retirant sa carte d'alimentation.

Phot.: „Érdekes Ujság" Budapest (Hongrie).



Le champ des courses transformé en champ de blé.

Phot. : „Érdekes Ujság“ Budapest (Hongrie).

LE 1-ER MAI 1919 À BUDAPEST.



Le soldat rouge ne combat pas ses frères prolétaires, mais le capital international.

Devant l'avenue Andrássy.

Démolissez le capital et élevez sur ses ruines la société Communiste internationale du monde.

Phot.: Aug. Hornyánszky Budapest (Hongrie).

LE 1-ER MAI 1919 À BUDAPEST.



Rákóczi-út et Grand-Boulevard.

Phot.: Aug. Hornyánszky Budapest (Hongrie).

fections et tous les défauts, mais en qui il croyait voir „l'ami de l'Entente". On lui avait bien annoncé la catastrophe sur le Piave, mais on lui avait laissé ignorer que l'armistice conclu avec le général Diaz respectait, temporairement du moins, les frontières de la Hongrie encore protégées par l'armée d'Orient. On savait seulement que le 29 octobre les Croates, qui s'étaient vantés pendant la guerre d'avoir fourni les plus vaillants régiments à l'Autriche-Hongrie, venaient de proclamer leur séparation d'avec la Hongrie. Le comte Károlyi se rendit à Belgrade, négocier „l'armistice au nom de la Hongrie indépendante". Le général Franchet d'Esperay lui administra une douche glaciale. Cependant, le public de Budapest se releva vite de ce coup: il trouvait une fiche de consolation dans la défaite des puissances centrales qui venait de rendre à la Hongrie son indépendance perdue en 1526; cette indépendance, pour laquelle les Rákóczi et Kossuth avaient lutté avec un élan si admirable et avec si peu de succès. La Hongrie ne formera plus une moitié d'une grande puissance? Peu importe! „Mon verre sera petit, mais je boirai dans mon verre" — se disait on.

Puis les messages à la Hiob venaient; ils étaient avec chaque jour de plus en plus navrants. Les Serbes occupèrent le Banat et la Bácska, ces deux greniers de l'Europe. En décembre 1918, les Tchèques envahirent la Hongrie du Nord et occupèrent la ville de Kassa, cette métropole de reliques des grands rois hongrois. En janvier 1919, ils prirent pied sur la rive nord du Danube, de Pozsony à Komárom. Pozsony! la cité antique qui avait entendu retentir le fameux *Moriamur pro rege nostro* et écouté les superbes débats parlementaires de l'ère des reformes de 1825 á 1848. Komárom! La „forteresse vierge" si glorieusement défendes par Klapka en 1849, et la ville qui avait vu naître Maurice Jókai, ce Dumas père des Hongrois. La désillusion était saturée d'amertume, mais le brin de paille était toujours là. Le comte Károlyi promit d'engager une vigoureuse campagne de propagande et se faisait fort d'entrer quand même dans les bonnes grâces de l'Entente. Ses ministres, qui étaient, dès avant la guerre, entrés en rapports avec les „nationalités", se flattaient de faire revenir les Roumains, Serbes et Slovaques aux idées qu'ils avaient professées lorsque la Triple-Alliance semblait encore dominer l'Europe.

Entre temps, la révolution d'octobre imitait Saturne et mangeait ses propres enfants. Les ministres radicaux se voyaient rélégués au second plan ou forcés à se démettre; les socialistes, qui avaient recherché leur alliance pour s'emparer du gouvernail, reclamèrent un gouvernement purement socialiste. Ceux-ci furent stimulés par les communistes dont les rangs — trés clairsemés jusque là — avaient grossi par l'appoint des prisonniers de guerre rentrés de Russie. La propagande bolchéviste russe, qui se proposait de déchainer la révolution universelle, trouvait que la Hongrie vaincue, mutilée, menacée d'anéantissement, se prêterait mieux que tout autre pays à l'idée d'une guerre d'extermination contre „le capitalisme". Lénine renvoyait dans leur pays les soldats hongrois que la faim, le désespoir, la mentalité détraquée par la défaite et par les souffrances endurées en Sibérie avaient poussés dans les rangs de l'armée rouge. Pour commencer, il avait renvoyé Béla Kun, devenu un disciple fanatique et montrant des aptitudes d'agitateur de première force.

Béla Kun rentra donc à Budapest le 19 novembre et ne tarda pas de se mettre à l'oeuvre. Comme entrée en matière il combattit les socialistes qu'il estimait trop modérés. Il organisa des assauts contre les bureaux de deux journaux bourgeois et lorsque les socialistes s'avisèrent de désapprouver cet acte, il en lança un troisième contre les bureaux de l'organe socialiste *Népszava*. Ce fait prouve que le bolchévisme hongrois n'avait pas ses racines dans le monde socialiste de Budapest, mais qu'il était d'origine purement russe. Et c'est tellement vrai, que le parti socialiste se coalisait avec les radicaux contre les communistes qu'il excluait de son sein. Béla Kun fut arrêté sous le coup d'une inculpation de sédition. Les gardiens de paix, exaspérés par l'assassinat de quatre de leurs camerades accourus au secours des bureaux du *Népszava*, profitèrent de l'occasion qui se présentait pour „passer à tabac" Béla Kun si copieusement qu'une constitution moins robuste que la sienne y eût infailliblement succombé. Cependant, Béla Kun ne tarda pas d'être relâché et reprit son agitation: les organes à sa solde, tels que le „Journal Rouge", le „Soldat Rouge", le „Prolétaire" prêchaient ouvertement l'extermination de la bourgeoisie. Le gouvernement du comte Károlyi les laissait faire, car le comte Károlyi s'était déjà lié trop intimement avec les socialistes extrémistes.



On signifie au bourgeois que son appartement est requisitionné pour une famille prolétaire.



Le prolétaire bien installé.

AFFICHES BOLCHÉVISTES.



C'est la production socialiste qui assure le bien-être.



Ne craignez rien! La marche triomphale de l'armée rouge en mai et juin 1919.

Les excitations bolchévistes éveillaient un vif écho dans les soldats renvoyés dans leurs foyers. Ces hommes qui avaient enduré les plus atroces souffrances de la guerre, en revenaient avec des sentiments de haine féroce contre les capitalistes, les "mercantis" et autres profiteurs de la lutte mondiale. Ils se dispensaient de saluer leurs officiers qui les avaient tant de fois contraints d'affronter la mort. Ils allaient jusqu'â forcer les officiers d'arracher leurs signes distinctifs de grade. Et, fait plus triste encore, ces dispositions et velléités à la révolte se répercutaient jusqu'à dans le personnel de la police.

La bourgeoisie, réduite à l'impuissance, suivait avec stupeur ces agissements dont elle ne discernait pas encore toute la portée. En revanche, elle se sentait atteinte en pleine figure lorsqu'elle comprit la vanité des espérances que les ministres du comte Károlyi avaient fait miroiter à ses yeux et qui s'envolaient en fumée. Le 18 mars, le public eut connaissance du décret par lequel le colonel Stead, substitut du commandant en chef des forces interalliées du Danube, „ordonnait", que, de Pozsony jusqu'à Baja, c'est à dire sur tout le parcours hongrois du fleuve, la navigation danubienne serait monopolisée par les Tchèques qui, jamais, n'avaient été riverains du fleuve.

Ce fait monstrueux fut annoncé a la population de Budapest par des affiches portant les mots suivants:

On nous escamote jusqu' au Danube!

Pour combler la mesure, on apprit la note du 19 mars par laquelle le lieutenant colonel Vyx fit connaître la nouvelle ligne de démarcation. Stupéfié, on constatait que cette nouvelle ligne dépassait de beaucoup celle qui avait été stipulée dans l'armistice de Belgrade et livrait aux Serbes de vastes territoires habités par des populations purement magyares . . . Bien que le lieutenant-colonel affirmât que cette ligne de démarcation ne signifiait pas encore la future frontière politique, qu'elle ne servait qu'un but stratégique temporaire, le public n'y ajoutait aucune foi et les sombres prévisions qui l'assaillirent se virent, en effet, confirmées par la note de M. Clémenceau en date du 13 juin.

Le comte Michel Károlyi, si rudement désavoué par l'Entente, était arrivé au bout de son rouleau, et lorsque deux simples journa-

listes, complices de Béla Kun, lui présentèrent un manifeste d'abdication, il s'empressa d'y apposer sa signature. Pour éviter les responsabilités encourues du fait de la nouvelle ligne de démarcation, il poussait la Hongrie dans le goufre du bolchévisme et remit le pouvoir *„de coeur léger"*, à Béla Kun.

La bourgeoisie ignorait encore le fait; mais alors même qu'elle l'eût su, elle ne se serait certainement pas exposée pour sauver Károlyi, qui avait si odieusement trahi sa patrie. Frappé à mort dans son patriotisme, elle s'était abimée dans une apathie complète. Peut-être caressait-elle un instant l'espoir insensé que la force déchaînée de la *plèbe* se retournerait contre la conquête étrangère qui ne lui laissait plus rien à espérer, rien à perdre. Puis, à tout prendre, que pouvait elle? La police, forte de 2600 têtes, lui inspirait une confiance limitée; les 15,000 soldats qui peuplaient les casernes de la capitale étaient contaminés par le virus bolchéviste. Il ne lui restait qu'à se résigner . . .

Et voilà comment Béla Kun devint le maître de Budapest.

Le jour où il dut abandonner le théâtre de ses forfaits, je demandais à un collègue hongrois pourquoi la métropole hongroise avait toléré si longtemps le règne de cet homme. Il me répondit:

„Une fois de plus, le peuple hongrois a repris, dans l'histoire de l'Europe, son rôle traditionnel. C'était, en effet, par la Pannonie que déferlaient sur l'Europe les flots de la migration des peuples dont l'avalanche anéantit l'antique civilisation romaine. En Pannonie surtout, le chaos fut à son comble. Vers la fin du IXe siècle, une dernière poussée conduisit les Magyars dans la vallée du Danube. Après quelques excursions jusqu'au Rhin, ils s'établirent dans le bassin du premier de ces fleuves et, les premiers, y fondèrent un État consolidé qui s'est maintenu jusqu'en 1819 dans ses frontières de 989, y retablit l'ordre en introduisant la civilisation. Durant toute cette longue période, cet État formait le rempart de l'Europe, soutint le terrible choc de l'invasion Mongole qui s'est arrêtée ici. Aprés 150 années d'une lutte acharnée livrée par Jean Hunyadi et son fils Mathias Corvin, il succomba sous les ruées des conquérants ottomans. A la suite d'une nouvelle période de 150 ans absorbés par d'incessants combats, la vague ottomane se vit enfin refoulée à son tour.



Deux femmes prolétaires déclarent à la propriétaire de la maison qu'elles sont devenues les maîtresses de céans.



Les femmes prolétaires s'amusent à enfoncer le chapeau d'une dame.

„Depuis un siècle, le peuple hongrois monte la garde contre le colosse russe; il a largement contribué aux efforts ayant pour but le terrassement de la puissance des Tzars.

„A présent c'est encore sur le corps du peuple hongrois que le bolchévisme russe essayait de franchir la première étape de la carrière qu'il ambitionne. Nous avons subi ce fléau et l'Occident est à même de prendre connaissance, au prix de nos souffrances, à nous, de tous les dangers qu'entraîne à sa suite cette nouvelle invasion des barbares d'Orient.“

Voilà ce que m'a conté mon collègue hongrois.

Il paraît cependant que l'Occident n'a pas encore saisi l'immensité du péril qui le menace. Nous essaierons de lui présenter quelques-uns de ses aspects.

LE PROLÉTARIAT S'EMPARE DU POUVOIR.

Pour trouver un fait analogue au bouleversement que la Hongrie a subi au début de l'an 1919, il faut remonter de mille ans dans l'histoire; c'est à dire: à la période de la Migration des peuples. Au déclin de 1918, deux tiers de ses territoires furent envahis par les ennemis qui lui ravirent 12 millions de ses habitants sur 20 et la majeure partie de ses richesses naturelles: forêts, mines, cours d'eau etc. Ce fut une catastrophe pareille à l'invasion mongole du XIIIe et à la conquête ottomane du XVIe siècle. A cette différence près, toutefois, qu'en mars 1919 le bouleversement politique entraînait une destruction complète de la vie sociale et intellectuelle qui n'a d'égale que dans l'avalanche des races barbares se déversant sur l'Empire romain dont elle détruisait la haute civilisation.

Evidemment, la destruction ne fut et ne pouvait rien avoir de définitif puisqu'elle n'a duré que cinq mois à peine et que le phénix hongrois s'est relevé de ses cendres; il a les ailes coupées, c'est entendu, mais il n'en demeure pas moins plein de vie et de sève. Pourtant, la tendance de renverser l'édifice social de fond en comble s'est manifestée avec une véhémence inouïe, et les forces qui tentèrent de remanier la Hongrie d'abord puis incendier l'Europe entière ensuite, ne sont pas encore réduites à l'impuissance. Elles s'exercent encore sur d'immenses territoires de la Russie: le feu qu'elles ont allumé se propage plus ou moins visiblement et couve dans les centres industriels en Occident; il pourrait y éclater si l'on n'y prend garde . . .

Il importe donc de donner à l'Occident un avertissement qui lui ouvre l'horizon sur quelques aspects de ce danger.

Nous avons exposé déjà que le public de Budapest avait bien reçu quelques avertissements, mais qu'il n'a pu les comprendre; peut-être l'invasion l'avait-il, de propos délibéré, mis dans l'impossibilité d'y parer à temps.

Le 21 mars au matin, ce peuple se réveilla bolchéviste malgré lui. Des affiches rouges collées à profusion à tous les coins de rue l'en

Les communistes se moquent de la vie de famille.



Tolérance religieuse des bolchévistes.

instruisaient. La harangue si chère à Lenine „*A tous*“ le lui disait clairement. Le texte en signifiait laconiquement que la république des soviets était constituée; quiconque s'aviserait de résister à main armée encourait la peine de mort.

Cependant et à l'effet de ménager certaines craintes, l'affiche ajoutait-elle que tout acte de pillage ou de brigandage serait également frappé de la peine de mort. On ne voulait pas déchaîner la plèbe parce que l'on se proposait d'organiser le pillage méthodique. On ne voulait pas encore s'en remettre à l'ivresse que la victoire causerait à la lie de la population. Alors, quelques initiateurs théoriciens de la destruction suggérèrent le décret No. II. du nouveau régime: il interdisait l'ivresse physique, source de tant de crimes passionnels; il frappait d'une amende de 50,000 courronnes le débit et de quatre semaines de prison la consommation des boissons alcooliques.

Le régime tâtonnait et prit des mesures de précaution. Le décret No III. frappait le port „illicite“ d'armes d'une peine de cinq années de prison et d'une amende de 50,000 couronnes. Bien entendu, le port d'armes était illicite pour la bourgeoisie qu'on voulait rendre inoffensive dès le premier moment; il était autorisé et même obligatoire pour les ouvriers „organisés“.

La remise des pouvoirs eut lieu sans accroc: le comte Károlyi l'avait bien préparée. Son ministre de la guerre, Linder, avait déclaré dès son arrivée au pouvoir qu'il ne voulait pas voir de soldats. En effet, les officiers se virent enlever leurs grades: on leur arrachait simplement les pattes d'épaule; les soldats ne portaient l'uniforme que parce qu'ils manquaient de vêtements civils; la discipline avait disparu, les armes s'engagèrent au service de la destruction; le personnel de la police était inficié par le nouvel esprit. Béla Kun s'en inquiétait d'autant moins que la force armée dont il avait besoin pour plier la population entière á ses ordres, s'organisait rapidement: elle se recrutait dans la classe ouvrière, bien organisée et habituée à obéir aux orateurs de ses réunions. Le „lever de rideau“ se fit sans encombre, les figurants du drame occupèrent leurs places. C'étaient, en majeure partie, des personnages peu connus; mais le public ne tarda pas de connaître leurs noms et leurs qualités. Nous en parlerons aussitôt que nous aurons signalé les rôles joués par eux.

Il faut reconnaître que le drame à été joué avec beaucoup de verve et un grand élan: les acteurs parlaient peu; en revanche, ils agissaient promptement et sans fatiguer le public par de longues réflexions. Le bon Dieu avait mis six jours à créer le monde: Béla Kun s'en contentait de cinq pour le renverser. Le 27 mars le journal officiel, „La République des Soviets", publia le décret No. IX. portant „socialisation" de toutes entreprises d'industrie, de mines et de transport qui occupaient plus de 20 ouvriers; il les plaçait toutes sous le contrôle des ouvriers qui y travaillaient.

Le même No du journal officiel publiait:

le décret No. X. portant que toute maison de rapport constituait propriété de la république, que tous les loyers en devaient être versés au commissariat des finances, c'est a dire: au fisc de la commune;

le décret No XII. plaçait tous les établissements de finance sous l'administration du fisc. Ils ne pouvaient rembourser aux déposants que 10% de leur avoir et, en tous cas, les remboursements ne pouvaient excéder 2000 couronnes par mois; sauf à vérifier que les versements étaient destinés à payer des salaires et des matières premières. Notons entre parenthèse que les ouvriers des usines disposaient eux-mêmes des dépôts appartenant à leurs patrons; quant à la procédure, nous en parlerons plus tard.

Les décrets No. XIII. et XIV. (toujours de la même date), autorisaient le fisc à ouvrir les *safes* des banques; les sommes d'argent qui y étaient gardés furent portées au compte créditeur des titulaires et l'on y laissa les bijoux et autres valeurs: pour le moment, on se bornait à les enregistrer. Les propriétaires ne s'en inquiétaient pas moins et tel d'entre eux aurait lancé au *Foreigne Office* de Londres le cri de détresse des naufragés sur l'Océan: *S. O. S.*, qui veut dire: *Save our souls;* cette fois-ci il signifiait cependant: *Save our' — safes!*

Deux jours après, le décret No XV. autorisait la Commission des Logements à réquisitionner les appartements de plus d'une pièce par locataire adulte; les pièces „superflues", y compris le mobilier plus ou moins luxueux qui s'y trouvait, furent attribuées à des prolétaires dont les enfants considéraient les tapis les plus précieux comme lieux d'aisance et le clavier des pianos comme bancs à s'asseoir dessus.

Tout est à nous ! la devise du communisme, appliquée à un magasin de modes, en présence de la police rouge.

Phot : „Érdekes Ujság“ Budapest (Hongrie).



On socialise l'appartement d'un bourgeois.

Le décret XIV. paru le 28 mars, autorisait le commissariat de la production sociale à saisir chez les joailliers tous bijoux dont la valeur excédait la somme de 500 couronnes, et un décret du 30 mars intimait à tout particulier l'ordre de livrer au dit commissariat tous joyaux d'une valeur supérieure à 2000 couronnes. Les bijoux ainsi requisitionnés furent restitués, cependant, attendu que les bijoutiers étrangers refusaient de les acheter. Les bijoux dont on dérobait l'existence au cours des perquisitions domicilières se virent „communisés" au profit des organes de la police bolchéviste.

Le décret XXI. publié le 29 mars, refondait le régime de l'assurance ouvrière. Le décret XXV. socialisait les Compagnies d'assurances et stipulait que les assurances échues ne seront payables que jusqu'à concurrence de 2000 couronnes.

Les bolchévistes ne perdaient pas leur temps: en une dizaine de jours à peine ils réalisaient des „réformes" dont l'étude et la mise au point eussent exigé, partout ailleurs, des dizaines d'années; abstraction faite des discussions dans la presse et au Parlement bien entendu.

Etude! Discussion! Le bolchévisme n'y songeait même pas: il dictait simplement. La décade sus-indiquée lui avait suffi pour rédiger et arrêter la *constitution* de la république des soviets. Le décret du 2 avril, qui portait le No. XXVIII., l'imposa toute faite: Minerve, la sagesse personnifiée, sortit de la tête de Jupiter-Béla Kun toute armée . . .

Le texte de cette constitution ne s'imposait plus aucune réserve. Il exprimait que la république des soviets s'était donné comme but de faire cesser le régime capitaliste et de lui substituer le système de la production sociale en vue d'assurer la domination des ouvriers sur leurs anciens oppresseurs. On constatera en passant que le nouveau régime comportait également des oppresseurs et des opprimés, qu'il n'opérait qu'un simple déplacement de dames sur le damier: plus ça changeait et plus c'était la même chose!

Le Congrés des „Soviets des ouvriers, soldats et paysans" exerce le pouvoir suprême. Empruntée au bolchévisme russe, cette sainte Trinité dut subir, en Hongrie, une modification essentielle. Le premier décret de Béla Kun avait encore flatté les ouvriers ruraux; mais on s'aperçut bien vite que le peuple des campagnes n'avait pas le moindre

entendement pour le nouveau régime. Aussi, ce peuple était-il tenu en laisse et ne pouvait-il envoyer au congrès central que des individus désignés par les commissaires de Budapest. Les soviets des soldats avaient bien aidé Béla Kun à s'emparer du pouvoir, mais comme l'armée s'était disloquée, ses soviets ne jouaient plus qu'un rôle effacé. La classe des ouvriers industriels s'emparait du pouvoir et préparait la dictature du Prolétariat urbain.

Celle-ci culbuta tout d'abord les principes les plus essentiels de la Grande Révolution : *L'égalité* devint un leurre, la nouvelle constitution retirait le droit de vote : 1. à ceux qui occupaient des ouvriers salariés, 2. à ceux qui vivaient de leurs revenus, 3. aux commerçants, 4. aux prêtres et aux moines.

Pour ce qui est de la *liberté* et de la *fraternité,* le bolchévisme les a en horreur dès qu'il ne s'agit plus d'ouvriers industriels. Toutes les autres classes de la nation étaient soumises au régime de la terreur sur laquelle la petite classe régnante tentait d'asseoir sa dictature.

Les premiers jours d'avril apportaient toute une série de nouveaux décrets qui portaient la socialisation c'est à dire : la confiscation au profit des salariés intéressés ou, pour mieux dire, au profit des meneurs du régime :

des maisons de commerce en gros,
de la propriété foncière, grande et moyenne,
des fabriques de médicaments et des pharmacies,
des maisons de transports locaux et internationaux,
des sources d'eaux minérales,
des sanatoria,
des hôpitaux,
des ateliers de photographie, et
des cinémas . . .

Voulant donner satisfaction tout d'abord aux ouvriers industriels, le régime en fixa les salaires. A cet effet, et au mépris des principes de l'égalité et du nivellement général, les ouvriers furent classés en cinq catégories selon qu'ils étaient manoeuvres ou que leur travail exigeait des aptitudes et des connaissances spéciales ; ils variaient, en outre — ce qui était plus naturel déjà — selon l'âge des ouvriers et selon le temps qu'ils avaient passé dans leurs occupations.



Sigismund Kunfi (Kunstädter), professeur et journaliste, commissaire de l'instruction publique.

Eugène Landler, avocat, commissaire des transports, commandant en chef de l'armée rouge.

Guilleaume Böhm, courtier en machines à coudre, généralissime de l'armée rouge.

Alexandre Csizmadia, agriculteur, commissaire de l'agriculture.



Joseph Haubrich, ouvrier métallurgiste, commandant de la force armée de Budapest.

Joseph Fiedler, ouvrier ferblantier, commandant de la police rouge.

Béla Szántó (Schreiber), terroriste, commissaire-substitut de la guerre.

Béla Vágó (Weisz), employé dans l'administrations d'un journal du soir, secrétaire du syndicat des garçons de restaurant, commissaire-substitut de la guerre.

AFFICHES BOLCHÉVISTES.



Prolétaire ! Défends la république des Soviets !



Chaque usine doit former son bataillon!

Plus tard on comprit que l'on avait absolument besoin des fonctionnaires publics. On essayait de les gagner en augmentant leurs appointements et l'on se résignait même à assimiler les employés bourgeois aux ouvriers des fabriques. La première catégorie — ou caste — donnait droit a 170 cour. par semaine aprés deux années de service; aprés 15 années de service leurs appointements devaient augmenter sussessivement jusqu'à concourence de 320 cour. Ce maximum fut porté à 400 cour. pour la deuxiéme caste, à 500 pour la troisiéme, à 600 pour la quatriéme et à 650 cour. par semaine pour la cinquiéme caste.

Se voyaient rangés dans les quatrième et cinquième catégories les ouvriers dont le travail exigeait des connaissances toutes spéciales, ou des aptitudes de propagandiste, ainsi que les chefs responsables des grandes administrations et ceux des départements ministériels appelés commissariats; c'est à dire: les meneurs et gros bénéficiaires du régime.

Le décret du 19 mai créa le Comité consultatif des affaires économiques, avec sections spéciales pour le matériel de production, l'agriculture, l'élevage, la direction technique de la production socialiste, les finances, l'approvisionnement public, les services de transport et, enfin, pour la protection ouvrière. Mais comme ce comité se bornait à des déliberations plus ou moins théoriques, il fallait créer (décret du 4 juin) une direction centrale pour les diverses branches de l'industrie.

Nous pourrions citer encore beaucoup d'autres décrets, car les 17 „commisariats“ de ce petit pays qu'était la république des soviets hongrois rivalisaient de zèle pour contribuer de leur mieux au bouleversement complet des anciennes institutions et lois et hâter ainsi l'établissement et l'organisation du nouveau régime en assurant le bienêtre de la nouvelle classe régnante. Mais abstraction faite de cette énumération qui serait trop fastidieuse, elle ne présenterait aucune utilité, attendu que ces décrets n'engageaient que le papier sur lequel on les imprimait. Sur toute la ligne, ils se heurtaient contre les dures réalités, rebelles à la dictature de Béla Kun et se voyaient rélégués bientôt au second plan grâce aux mille et une petites préoccupations chères aux meneurs.

Toutefois, avant de passer à ces réalités et à ces préoccupations, nous croyons devoir esquisser les tendances générales et principes,

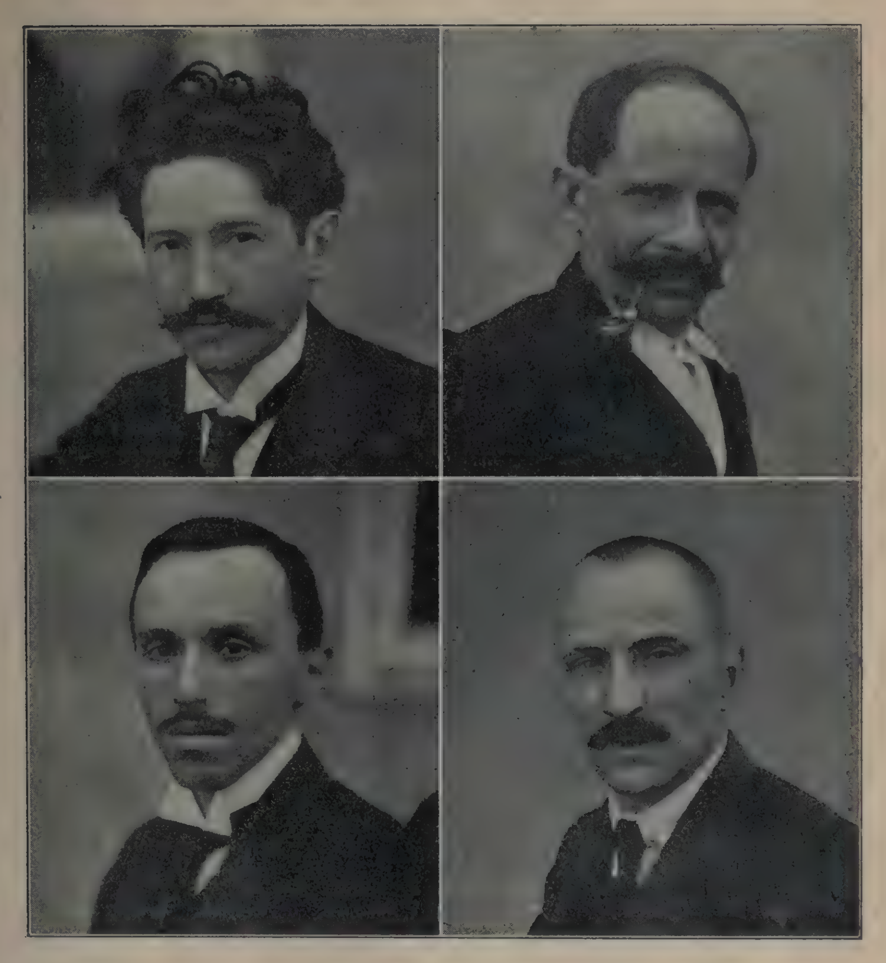
proclamés par les bolchévistes et ayant inspiré tous les décrets que nous venons d'énumérer, ainsi que ceux que nous sommes dans l'impossibilité de mentionner faute de place.

Et il est d'autant plus indispensable d'esquisser ces principes que tous les décrets qui touchaient pourtant à des intérêts primordiaux, avaient été élaborés et imposés au public sans aucune étude ni discussion publiques préalables, sans exposés de motifs ni commentaires, uniquement en vertu du *sic volo, sic jubeo, stat pro ratione voluntas.*

Enfin, le 13 juin, c'est à dire: presque trois mois après son avènement, le bolchévisme hongrois se décida à publier son programme. Trois mois! De toute évidence, ce ne serait pas de trop pour rédiger un programme qui entreprend la transformation en tous points des institutions politiques et sociales séculaires, de la vie culturelle et économique d'un pays. Mais ceux qui ont opéré en quelques jours cette transformation — ne fut-ce que sur le papier — auraient dû commencer par l'exposé de leur programme. Heureusement, le public ne perdait rien pour avoir attendu trois mois: les actes qu'il avait subis furent d'une atrocité telle qu'il ne s'impatientait pas outre mesure à en entendre le commentaire théorique. Toutefois, notre impartialité nous oblige à entendre le plaidoyer du bolchévisme.

Nous le trouvons dans le programme que le *parti des ouvriers socialistes-communistes* — l'unique parti du régime, car on n'en tolérait pas d'autre — publia le 13 juin 1919. Nous en relevons les passages suivants:

La guerre mondiale a anéanti les moyens de production au point que l'on ne pourra satisfaire aux besoins des consommateurs qu'en éliminant de la production tout intérêt privé et en la reconstituant suivant une méthode la plus économique. Le prolétariat ne pourra subvenir à son existence qu'en s'emparant du pouvoir politique à l'effet de reconstruire la production conformément à ses intérêts. Or, ce but ne pourra être atteint que si le prolétariat hongrois se rallie au prolétariat de tous les autres pays avec la volonté de préparer la révolution mondiale; pour aider à la préparation de celle-ci, sa principale tâche consiste dans la propagande par le fait. Partout, le seul moyen à appliquer pour que le prolétariat puisse, à la suite de l'écroulement du



Zoltán Rónai, avocat, commissaire de la justice.

Jules Hevesi, commissaire-substitut des usines socialisées.

George Nyisztor, cultivateur, commissaire de l'agriculture.

Anton Dovcsák, secrétaire des syndicats des ouvriers métallurgistes, commissaire-substitut des usines socialisées.



George Lukács, fils du directeur d'une grande banque, commissaire de l'instruction publique.

Maurice Erdélyi, directeur d'un société coopérative commissaire de l'approvisionnement.

Eugène Varga (Weisz), professeur d'école de commerce, commissaire des finances.

Eugène Hamburger, secrétaire central du parti socialiste commissaire-substitut de l'agriculture.

capitalisme, passer au régime du socialisme: c'est la dictature du prolétariat. Elle est appelée à briser la résistance des exploiteurs, à empêcher leur réorganisation. Et puisque les exploiteurs pourraient user de leurs droits politiques pour revendiquer leurs privilèges, il faut *confisquer ces droits* dont la totalité est réservée aux travailleurs. Les moyens de production, la main d'oeuvre, ainsi que les matières premières devront relever d'une direction centrale, technique, financière et économique que *l'État prolétaire*, s'appuyant sur les syndicats ouvriers, confie au Comité Consultatif Economique Supérieur. L'administration des diverses usines incombera toutefois aux ouvriers de chaque atelier; toute propriété foncière, grande ou moyenne, devra être exploitée par les sociétés coopératives de cultivateurs . . .

Nous nous abstenons de toute critique, les faits eux mêmes se chargeant de ce soin. Nous nous bornerons à une seule remarque qui est: le dernier passage que nous empruntons au programme contenait le germe de la maladie qui devait l'emporter. *In cauda venenum.* Sans doute, les petits-cultivateurs étaient heureux d'apprendre que la grande-propriété serait morcelée; mais lorsqu'on vint leur dire qu'ils devaient cultiver ces propriétés au profit de sociétés coopératives ou de la communauté, ils se sentirent déçus et engagèrent la lutte qui allait épuiser toutes les forces du bolchévisme. Le peuple des campagnes — qui constitue l'épine dorsale de la nation — n'est rien moins que bolchéviste; la majorité des populations urbaines l'est moins encore, si c'est possible. Seule la classe ouvrière industrielle s'est laissé, après les hésitations que nous avons mentionnées, séduire par les phrases et les promesses des bolchévistes. Mais à son tour, elle ne tardait pas de comprendre qu'on avait surpris sa bonne foi, que le bolchévisme russe, introduit par Béla Kun à Budapest, n'avait rien de commun avec les idées socialistes et n'était susceptible en rien de servir les vrais intérêts de la production industrielle et ceux des ouvriers.

Pour devenir viable, le régime Lenine tendait à englober au moins une grande partie des pays producteurs. Dès la première étape, il a échoué en Hongrie. En fera-t-il une nouvelle expérience? C'est la grave question qui doit préoccuper l'Occident.

LES BOLCHÉVISTES ET LA CLASSE OUVRIÈRE.

Le parti communiste hongrois s'est constitué en décembre 1918. En janvier 1919, il méditait déjà un grand coup et en fixa l'exécution pour le 26 janvier. Ce jour là, il voulait mettre le feu aux quatre coins de Budapest et profiter du désarroi pour organiser le massacre dans les quartiers élégants. Le coup râta et les communistes s'en prirent aux bureaux de l'organe socialiste qu'ils tentèrent de saccager. En même temps ils engageaient une violente campagne dans les rangs ouvriers. Ils les persuadèrent de „socialiser“ d'abord la célebre usine d'électricité Ganz, puis plusieurs autres fabriques, sans autre forme de procès, simplement par un effet de leur volonté.

Le gouvernement n'osait pas s'y opposer et décida de créer un „ministère de la socialisation“. Sur ce, la *Népszava*, organe socialiste, du 12 mars 1919, exposa aux ouvriers que „la socialisation ne pourrait se faire en quelques semaines, qu'elle devait être préparée de longue main, sinon elle risquait d'aboutir à la plus sauvage anarchie qui rendrait la production industrielle très problématique“.

Le lendemain, le parti socialiste estima nécessaire de lancer une proclamation formelle pour avertir les ouvriers que „la sauvagerie barbare n'était pas le moyen propre à créer un meilleur état“. Que „le petit camp des contre-révolutionaires rouges ne comptait que des aventuriers rentrés dans le pays aux frais de l'étranger, qu'il obéissait à un état-major d'enfants menés sur une fausse route“.

Mais le gros des ouvriers industriels de Budapest avait déjà passé au camp rouge où on lui prodiguait les promesses les plus séduisantes.

Le 21 mars Budapest se réveillait sous le régime de Béla Kun. Cependant, pour ne pas trop effaroucher la population, Béla Kun cède la présidence à Alexandre *Garbai*, socialiste modéré. Ce chef de cabinet se bornait toutefois à régner: il ne gouvernait point. Son nom servait d'enseigne au cabaret qui allait débiter les boissons les plus toxiques.



Henri Kalmár (Kohn), commissaire pour les Allemands.
Alexandre Szabados (Freistadl), journaliste, président du Conseil de la Production littéraire.

Auguste Stefan, commissaire pour les Ruthènes.

Etienne Láday, avocat, commissaire-substitut de la justice.



Nuitamment on raccole des ôtages dans les quartiers élégants.

Nous avons déjà énuméré les premiers actes du nouveau régime, mais nous avons omis d'indiquer, et pour cause, le grand mouvement populaire qui a porté Béla Kun au pouvoir. Je me trouvais bien à Budapest le 21 mars, mais je n'ai discerné aucune de ces éruptions de masses qui précède habituellement de pareils événements: le bolchévisme s'était *faufilé* dans la ville et l'avait hypnotisée pour ainsi dire. Par la suite, il s'y est maintenu grâce à une fausse apparence de force, grâce aussi à l'apathie résignée de la bourgeoisie et, grâce aux promesses qu'il fit à la classe ouvrière. Il profita de cet état des esprits pour desarmer les bourgeois, organiser la *garde-rouge* qu'il recrutait dans les bas-fonds des couches inférieures et qui était appelée à remplacer la police.

Nous parlerons plus tard des 27 commissaires et commissaires-substituts membres de gouvernement bolchéviste. Tout d'abord, nous croyons devoir établir la manière dont cette révolution s'est pris pour se considérer gouvernement „de par la volonté du peuple". Dans cet ordre d'idées, il importe de constater que les élections générales qui devaient consacrer la révolution du 21 mars — du moins après coup — ont été la carricature la plus grotesque d'une consultation populaire.

Ces élections générales eurent lieu à Budapest ... en mai. La nouvelle constitution avait décrété le suffrage universel à cela près que le gros de la bourgeoisie se vit spolié de son droit de vote. Par contre, ce droit était acquis à toutes les femmes adultes; y compris, bien entendu et surtout, les femmes à la journée et les servantes, à l'exception des bourgeoises instruites. Les prolétaires seuls jouissaient du droit de vote, comme de juste, puisque le régime s'appelait la dictature du prolétariat.

Mais la manière dont le peuple était appelé à exercer ce droit fut d'un genre tout noveau: au moment du vote on remit aux électeurs la longue liste que les meneurs avaient préparée et imprimée d'avance et qui portait les noms de tous les législateurs désignés pour représenter au „Congrés des soviets" la ville de Budapest. Les prolétaires avaient bien le droit de modifier la liste des candidats officiels; mais les très rares bourgeois admis au vote qui auraient osé d'introduire des modifications dans la liste officielle couraient le risque de passer pour contre-révolutionnaires. Chaque électeur remit sa liste à la commission qui fonction-

nait sans aucun contrôle et qui dépouillait les bulletins de vote au gré de son caprice.

Voilà comme cela se passait à Budapest. Je n'ai pas vu les élections en province, mais je crois pouvoir affirmer que le contrôle y était bien plus faible encore.

La critique que j'exerce cependant sur cette étrange campagne électorale ne m'empêche pas d'avouer que le Congrés des soviets qui en est issu n'a pas manqué d'orateurs indépendants et prononçant les plus sévères accusations contre les actes de corruption et les mesures insensées des commisaires de Béla Kun. Un des plus populaires orateurs des réunions socialistes d'avant-guerre, jouait un prélude trés énergique dans les délibérations de ce Congrès.

Le 12 juin, çest à dire: à la veille de ce Congrès, il écrivit dans le *Népszava*: „Il est juste que l'on confie aux ouvriers intelligents les grandes tâches de l'État prolétaire. Pour le moment, l'exécution en est cependant trés défectueuse: des gens dépourvus de talent, qui se sont assimilés au nouveau régime, qui ont le verbe haut et qui se posent en partisans de la dictature du prolétariat, ont occupé les postes dirigeants et en expulsent les hommes sérieux qu'ils réduisent à l'inaction. Comme dans le passé, la protection sévit sur toute la ligne et nous assistons à la naissance d'une *nouvelle bureaucratie plus ignominieuse encore que celle de jadis*. Dans les bureaux comme dans toutes les branches de la production, ces gens là ne font que du mal. Certes, le capitalisme a empêché de donner une bonne éducation aux masses, mais cela ne signifie aucunement que l'on doive confier les emplois importants à des analphabets.“

Bien que l'aveu de ce socialiste éprouvé soit précieux, il est loin de contenir toute la vérité. Le choix defectueux de ses organes exécutifs que Népszava reproche au régime, était une conséquence inhérante au système qui s'évertuait à éliminer de la production industrielle l'élément bourgeois même qui l'avait créée et organisée. On expulsait, du jour au lendemain, les chefs qui avaient fondé les fabriques non seulement à l'aide de leurs capitaux, mais encore et surtout grâce à leur savoir et à leurs expériences. Les ouvriers ne tardèrent pas de le comprendre: bientôt ils réclamèrent d'abord les directeurs techniques et les



Chambre d'un commissaire, bombardée par les moniteurs, le 24 juin.

Phot. : „Érdekes Ujság“ Budapest (Hongrie).



Soldats rouges tirent sur les moniteurs des contre-révolutionnaires, le 24 juin.

Phot.: „Érdekes Ujság“ Budapest (Hongrie).

ingénieurs, puis les directeurs commerciaux dont le départ causait de graves désordres dans les rouages de la production.

Mais le mal était fait. Les commissaires bolchévistes, aveuglés par leur ardeur d'asseoir solidement le règne du prolétariat, avaient livré les usines aux appétits des ouvriers auxquels ils avaient accordé les salaires excessifs mentionnés dans un précédent chapitre. Ayant décrété la journée de huit heures et l'égalité des salaires, la rapidité de cette transformation devait fatalement se venger.

Les commissaires du peuple qui comparurent devant le congrés des soviets, ouverts le 16 juin 1919, se voyaient contraints de faire des aveux édifiants.

Eugéne *Varga*, commisaire à la production socialiste, exposait que le nouveau régime avait donné, dans le domaine de la production industrielle, les *pires résultats qu'on pût imaginer*. La production du charbon avait baissé, comparativement au temps du régime Károlyi, de 10 à 38%; dans la fabrique Wörner de 50% et aux ateliers d'aeroplans de Mátyásföld de 75%.

Varga attribua ce déclin de la production au *relâchement de la discipline* dans les fabriques. Comme les salaires étaient les mêmes pour tous les ouvriers d'une même catégorie, les ouvriers plus habiles ne se souciaient point de se livrer à des efforts qui ne leur valaient pas un surcroît de rémunération; ils se plaçaient bonnement au point de vue capitaliste: Quiconque travaille mieux, veut obtenir des salaires supérieurs. Et comme on les leur refusait, ils lâchaient pied.

A la séance du 17 juin, le commissaire Jules Hevesi fournit de plus amples explications encore: les fabriques devaient être dirigées par les soviets d'usine; or les membres de ceux-ci n'osaient exercer leurs fonctions disciplinaires par crainte de ne pas être réélus: ils laissaient faire les ouvriers ce que bon leur semblait.

Les conséquences qui devaient se produire du fait des salaires excessifs et de la diminution effrayante dans le rendement du travail individuel ne se firent pas attendre. La production devint de plus en plus coûteuse. Les phases successives de la production subissant une influence réciproque, et le renchérissement des produits mi-ouvrés, des outils et des machines se répercutant dans les prix des produits finis, c'était la vis sans fin.

Nous nous bornerons à en citer quelques exemples.

Dans les mines de charbon le rendement par jour d'un mineur était de 7·06 qu. m. en octobre 1918, de 3·09 qu. m. en mai 1919; dans la même période, le salaire du mineur était monté de 10·04 à 58·5 couronnes par jour.

L'extraction dans les charbonnages, qui était été de 1.500 wagons par jour, descendit à 650 wagons.

Le prix de revient de 100 kilos de fonte était de 50·80 couronnes en octobre 1918; il était monté à 2,700 couronnes en juin 1919.

Pendant la guerre, une batteuse coûtait 200,000 couronnes; sous le règne des prolétaires elle se payait 1.400,000 couronnes.

En 1914 une charrue à vapeur valait 70,000 couronnes; en juin 1919: 1.100,000 couronnes.

Le prix d'une locomotive avait passé de 120,000 couronnes à 2.400,000; celui d'un chaland de 125.000 couronnes à 1.300,000.

En juin 1918 telle fabrique de machines payait à un ouvrier 70 couronnes par semaine et en obtenait des produits d'une valeur de 300 couronnes; juin 1919 le salaire avait sauté à 300 couronnes et le rendement baissé à 90 couronnes.

A l'usine Ganz le prix de revient d'une machine représentait 35 fois sa valeur de temps de paix.

En juin 1918, les 444 ouvriers de telle fabrique de machines livraient 1870 quintaux métriques de produits; en juillet 1919, les 400 ouvriers de la même fabrique n'en fournissaient plus que 35 quintaux métriques.

Les commissaires de la république des soviets se rendaient compte de l'impossibilité qu'il y avait à continuer ainsi: la hausse des prix mangerait les plus gros salaires qu'on pourrait payer aux ouvriers. Ils prirent donc le parti d'exiger dans toutes les fabriques une sévère comptabilité qui serait appelée à mettre un terme au gaspillage insensé que les „soviets" pratiquaient dans les usines, et interdirent jusqu' aux commissaires délégués dans les usines de critiquer ou de contrecarrer les dispositions ordonnées par les ingénieurs et mécaniciens. Un décret devait imposer aux ouvriers l'ancienne discipline et mettre un terme aux abus de certains éléments nouveaux qui ab maient les machines et les outils, gaspillaient les matières tout en réclamant de forts salaires.

Habitants de Budapest montent sur les toits des vagons pour échapper à la famine et à la terreur.

Phot. : Aug. Hornyánszky Budapest (Hongrie).



On „socialise“ le bétail des paysans pour les commissaires bolchévistes.

AFFICHES BOLCHÉ-VISTES.

GYÁVA, VAGY GONOSZ

AKI BUJKÁL ÉS CSÜGGEDÉST TERJESZT.

Lâche ou scélérat quiconque se cache et décourage les autres.



Donnez-nous des vivres, sans quoi nous n'avons pas de force pour vous fournir des outils, des vêtements.

FEGYVERBE!
FEGYVERBE!

Aux armes! Aux armes!



Soldats rouges! En avant!

On enjoignait aux conseils des usines de tenir une comptabilité rigoureuse qui ne laissait pas de devenir génante pour certains commissaires ayant contracté l'habitude de considérer les stocks de l'usine comme leur propriété privée . . .

Evidemment, la socialisation des fabriques représentait un grand succès remporté sur le capitalisme, mais il ne rassurait pas les auteurs de la réforme. Aussi longtemps que les fabriques, ces créations de l'esprit d'initiative du capitalisme étaient là, leurs anciens propriétaires pouvaient conserver l'espoir de les revendiquer un jour. Pour parer à cette éventualité, il importait donc de les confondre dans la propriété commune qui absorberait tous les moyens de production du pays. On empruntait le raisonnement des grands *trusts:* la production devait être spécialisée dans les diverses usines, dirigée d'après un plan général qui embrasserait toute la branche et la rendrait plus économique. On organisa donc toute une série d'administrations appelées à diriger la production: un Comité Consultatif supérieur avec des départements pour chaque branche de la vie économique, des centres administratifs pour chaque branche de l'industrie, en vue de réglementer la production sur un plan d'ensemble pour la branche intéressée. Comme ces administrations voulaient exécuter la besogne des anciens patrons et directeurs, ils demandaient à chaque usine toutes sortes de relevés hebdomadaires détaillés sur les matières premières, combustibles, matériaux accessoires, machines et outils dont elles auraient besoin la semaine suivante; sur les travaux qu'elles se proposaient d'exécuter, le nombre d'ouvriers qu'elles devaient occuper, les fonds qui seraient nécessaires au payement des salaires et d'autres dépenses.

Ces relevés furent exigés dans le but de pouvoir distribuer aux usines avec esprit de suite les matières premières, matériaux et outils dont elles auraient besoin et d'être à même de leur prescrire ce qu'elles devaient produire pour satisfaire aux exigences de la communauté. En un mot: elles voulaient se charger de la besogne qui, sous le régime capitaliste, incombait aux patrons, directeurs techniques et économiques des nombreuses usines en exploitation.

Quiconque a jamais vu le travail si compliqué auquel on se livre dans les bureaux d'une seule grande usine, s'imaginera facilement

combien les dites administrations centrales devaient être débordées en recevant les volumineux rapports envóyés chaque semaine par les huit cent fabriques existant rien qu' à Budapest. On avançait bien que ces administrations centrales dresseraient des statistiques complètes pour leurs branches respectives, mais il était évident que cette besogne ne pouvait s'exécuter alors même que l'on eût eu le loisir de recruter et de former un personnel capable et rompu. Or, loin d'en être ainsi, ce personnel que l'on s'obstinait à vouloir improviser du jour au lendemain, se recrutait — au dire de l'organe des socialistes — des pires éléments.

Jamais aucune bureaucratie n'a été expéditive; mais celle du bolchévisme, qui prétendait accomplir les travaux de milliers de patrons et directeurs d'une haute compétence acquise au cours d'une longue vie d'études, de labeur et d'expériences, était fatalement vouée à l'échec puisque, toujours au dire du *Népszava*, elle se composait d'analphabets qui, de plus, manquaient de tout scrupule; et elle aurait fatalement échoué même si l'on avait réussi à s'assurer le concours des spécialistes indispensables.

Les ouvriers sérieux qui entendaient faire leurs besognes habituelles, se voyaient convoqués sans cesse aux réunions politiques ou par les nombreuses administrations où l'on avait besoin soit de leurs connaissances, soit de leur concours politique. Alors ce fut le gâchis complet dans l'industrie. Et les ouvriers étaient les premiers qui devaient en pâtir.

Il est facile à voir que, si l'industrie dépérissait sous le bolchévisme, par contre le syndicalisme triomphait. A la veille de la guerre on comptait en Hongrie 107,400 ouvriers affiliés aux divers syndicats, bien que la grande-industrie en occupait près de 500,000; sans compter ceux qu'occupait la petite-industrie. Les services militaires enlevèrent aux syndicats près de la moitié de leurs membres. En 1917, le mouvement ouvrier ressuscité portait le chiffre des syndicalistes à 159.884. On assista alors à la formation des syndicats d'employés par les établissements financiers, de photographie, de pharmacie, des cheminots, des employés de bureaux. A la fin de 1918, les syndicats englobaient déjà 721,437 membres dont 331,221 femmes, respectivement 591.771 ouvriers manuels. Plus tard on vit se former le syndicat des concierges, celui des

LES TERRORISTES LES PLUS SANGUINAIRES,
exécutés le 20 octobre 1919.



Joseph Cserni, commandant des „enfants de Lenine".

Eugène Vajda qui s'est masqué comme prêtre pour obténir les confessions des contre-révolutionnes qu'il livrait aux bourreaux.

Otto Korvin (Klein), employé de banque, chef du corps de détectives de la commune.

Alexandre Papp, substitut de Cserni, chez les „enfants de Lenine".

(Photographies faites par ordre de la police royale.)



On demande des aveux à un contre-révolutionnaire.

„employés de ménage“ et celui des fonctionnaires publics socialistes. Après l'avénement de Béla Kun, tous les fonctionnaires étaient tenus d'adhérer à ce dernier syndicat. Les écrivains et les journalistes durent en former un autre. Presque toutes les professions se voyaient forcés à suivre ces exemples: les bolchévistes ne reconnaissaient le droit à la vie qu'aux seuls travailleurs syndiqués. A cette époque, les syndicats ouvriers hongrois comptaient déjà 1.421,000 adhérents. Ceux qu'i n'avaient pas réussi à se faire admettre dans un syndicat quelconque, se voyaient éconduits aux guichets de distribution des bons de vivres. C'était le cas pour les avocats par exemple (la ville de Budapest en comptait plus de 1400), dont les fonctions étaient considérées superflues.

Tout pour les travailleurs, rien pour les oisifs: telle était la devise. Aussi le conférencier d'un café — concert qui crut pouvoir imiter les chansonniers irrévérencieux de la Grande Révolution française — se permit-il la plaisanterie suivante:

— Vous avez connu le trop célebre avocat X. qui vient de mourir. Eh bien il s'avisa de vouloir entrer au paradis. Mais Saint-Pierre, qui monte la garde à la porte du ciel, lui réclama sa carte de syndicaliste.

— Je n'ai fait partie d'aucun syndicat, répondit l'avocat.

— Alors va-t-en au diable! repliqua St. Pierre, grognard.

Le pauvre avocat s'en-fut aux enfers; mais lorsqu'il se présenta chez Charon, celui-ci réclama à son tour la carte de syndicaliste.

— Sans carte de syndicat nul ne peut pénêtrer en enfer! — fit-il. Remontez à la surface et procurez vous cette carte.

— Et si on me la refuse?

— Repassez dans quinze jours . . . dici là nul n'en aura plus besoin . . .

ANÉANTISSEMENT DU COMMERCE ET DES FINANCES PUBLIQUES.

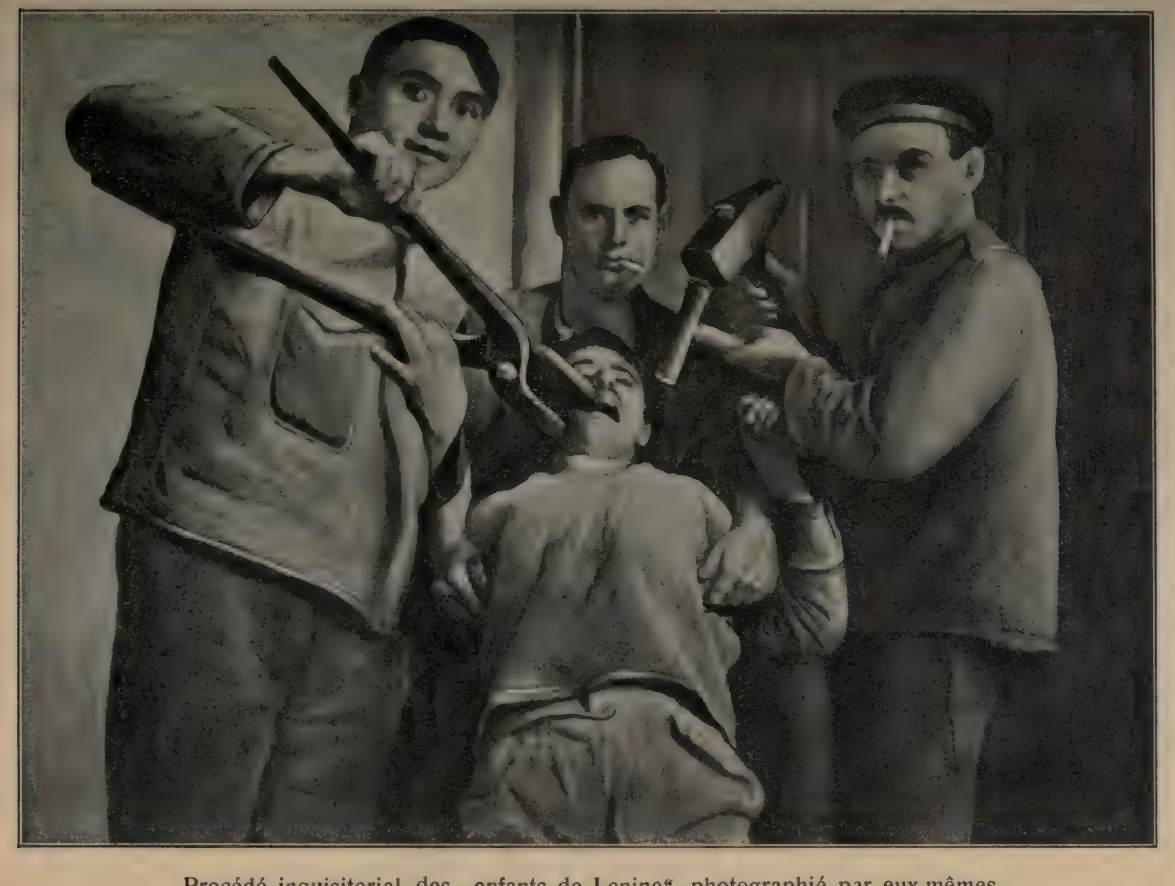
A la suite des premiers résultats donnés par la socialisation, la classe ouvrière ne tarda pas de comprendre que les patrons organisateurs et les directeurs, tant techniques que commerciaux, étaient un *mal nécessaire*. Aussi bien, le commissariat de la production socialiste finit-il par les *obliger à* reprendre leurs postes et à remettre sur pied le mécanisme détraqué par les „commissaires de production" des usines.

Quant au commerçant qui avait fourni les matières premières, les outils, les moyens accessoires, et qui avait acheté les produits de l'usine, on le considérait décidément comme un *mal superflu*, un intermédiaire „parasite" qui s'interposait entre la production et la consommation pour renchérir l'un et l'autre. Le nouveau régime résolut donc d'éliminer cet intermédiaire et de se charger lui-même de la distribution aux consommateurs des produits, directement, sans frais de courtage comme sans perte de temps.

Le décret du 2 avril (No. XXXI.) déclare que toute maison de commerce occupant plus de 10 personnes devait être socialisée et ses stocks confisqués au profit de la communauté. Les autres commerçants furent obligés à fermer leurs magasins pour en dresser l'inventaire et donner au commissariat de la production socialiste la possibilité de se renseigner sur les stocks de marchandises disponibles, d'organiser la distribu ion de tous les produits en connaissance de cause. Ce décret signifiait la ruine à peu près complète de dizaines de milliers de commerçants. Nous pourrions nous arrêter ici un instant et nous apitoyer sur le sort fait aux cent mille individus qui à Budapest, vivaient du commerce. Mais nous ne voulons pas nous attarder sur des effusions d'ordre sentimental. Puisque le bolchévisme promit de remanier le monde au profit des masses populaires, nous voulons bien admettre que, pour faire une



Quand le contre-révolutionnaire refuse de faire des aveux.



Procédé inquisitorial des „enfants de Lenine", photographié par eux-mêmes.

Phot.: „Érdekes Ujság" Budapest (Hongrie).

omelette, il faut casser des oeufs. Et si le bolchévisme avait réussi à asseoir sur une base solide le bien-être des grandes masses, nous eussions dû lui pardonner ce qu'il avait fait avec les parasites de la vie économique. Le premier aspect en fut peu édifiant: les 20 ou 30 mille magasins de Budapest, fermés du jour au lendemain, prêtaient à cette ville, si animée encore la veille, un aspect navrant: Je m'expliquai le fait par le mot: „à la guerre comme à la guerre“. La promenade dans les rues sera un peu monotone; qu'à cela ne tienne!

Dès les premières heures cependant j'éprouvai une déception après l'autre. J'eus besoin de certains menus objets, de vivres, d'ustensiles quelconques, d'articles de ménage, d'accessoires pour mon costume, de linge ... que sais-je encore! Impossible d'acheter quoi que ce fût. Quelque pressant que pût être le besoin de tous objets que je voulais acheter, je dus y renoncer: tous les magasins étaient fermés. Il fallait attendre que les dizaines de mille inventaires, portant chacun sur des centaines et même des milliers d'objets fussent dressés. Enfin, après une pénible attente de plusieurs semaines, les magasins ouvraient à nouveau leurs portes. Les „commissaires de la production socialiste“ se voyaient obligés à déclarer au congrés des soviets que le commerce était . . . un mal nécessaire, pendant la période de transition au moins. En premier lieu ils durent admettre le commerce pour les victuailles qui eussent forcément péri si on avait voulu attendre que le débit en pût être confiée à des organisations de vente officielles; il fallait rouvrir les papeteries, puisqu'on prétendait vulgariser les connaissances utiles, les drogueries puisqu'elles servaient la santé publique. Par contre, on interdit aux libraires de vendre les livres que l'on se proposait soit de confisquer pour les bibliothèques populaires, soit de mettre à *l'index* comme ouvrages „dangereux“.

C'est que, si le bolchévisme est libre penseur, il n'admet pas que d'autres aussi pensent librement.

Les débits de boissons spiritueux ne furent pas socialisés, mais rigoureusement interdits et poursuivis avec une ardeur fanatique; le vin ne figurait que sur la table des commissaires.

Le commerce des meubles fut centralisé. Tous les meubles — même ceux des appartements privés — furent mis à la disposition du

régime pour être répartis entre les prolétaires. Un office central des meubles avait le droit exclusif de vendre les meubles au prix de revient plus 20% de provision au profit de l'office. Le commerçant qui avait acheté les meubles chez les fabricants ou chez les menuisiers touchait en tout 3 à 400 couronnes par semaine, comme un ouvrier de III. catégorie „ayant quelques connaissances spéciales". Les capitaux qu'il avait déboursés ne comptaient pour rien. Cependant, les fonctionnaires de l'office, ainsi que d'autres personnages influents du régime paraissent avoir disposé des plus beaux meubles en leur faveur personnelle.

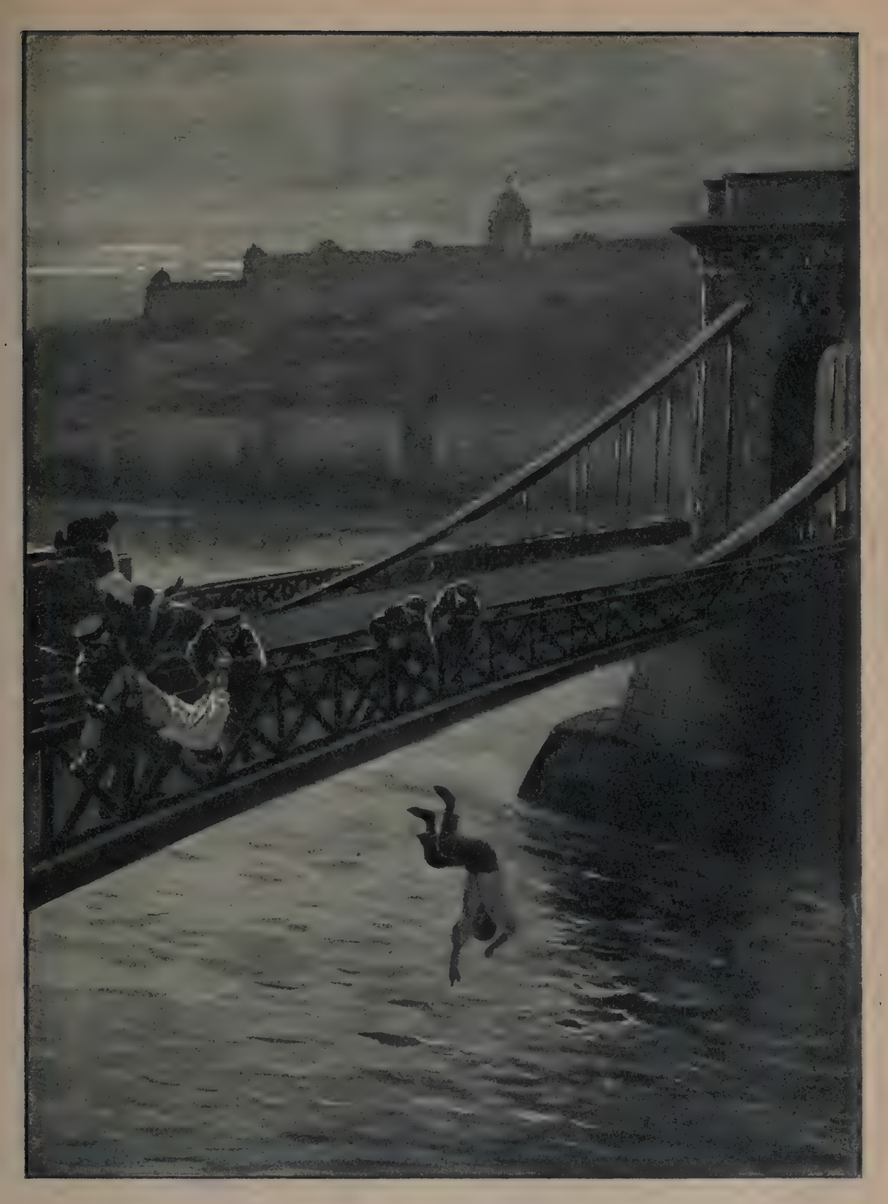
En ce qui concerne la distribution des matériaux nécessaires à la production industrielle, elle incombait d'abord à un Comité supérieur qui en arrêtait les principes, puis aux comités créés pour les principales catégories. Ainsi il y eût des offices de distribution pour les fers, les combustibles, les métaux, les matières textiles, les vêtements, 13 offices pour les divers produits manufacturés, un office pour le matériel de l'hygiène etc.

On devine sans difficulté que le fonctionnement de cette organisation devait être forcément laborieux et compliqué. En premier lieu pour les usines qui, ayant besoin de nombreux produits, se voyaient obligées de partir à la découverte des bureaux de tous ces offices et devaient solliciter, pour le moindre article, des bons de livraison, découvrir ensuite les dépôts dispensateurs des articles en question, mais dépourvus du nécessaire la plupart du temps.

Il est vrai que, en attendant l'organisation définitive du régime, ces dépôts étaient gérés par des commerçants appelés à disparaître et à être dépossédés; il est donc naturel qu'ils mettaient peu d'empressement à livrer à des prix dérisoires les marchandises qu'ils avaient payées assez cher.

Dans la plupart des cas, les bons de livraison étaient de simples chiffons de papier et les usines, qui manquaient de telle matière, chômaient pendant des jours et des semaines; cette circonstance ne devait pas les empêcher d'ailleurs de payer aux ouvriers les gros salaires stipulés.

La petite-industrie n'était pas bien vue par le régime qui avait en horreur ces „patrons" que l'on ne pouvait encore socialiser. Aussi les



Les deux Holláns jetés dans le Danube, en 22 avril 1919.



Louis de Návay, ancien président de la Chambre, est ensevelie dans la tombe qu'il a dû creuser lui-même.

offices de distribution usaient-ils de tous les prétextes permettant d'éconduire les artisans qui sollicitaient des matériaux. En revanche, mon cordonnier, mon tailleur, mon menuisier n'acceptaient-ils aucune commande, sauf le cas où je leur fournissais la matière première et les accessoires indispensables. On reconnaîtra que cette manière d'agir favorisait étrangement la production. Le 14 juillet un orateur exposait en séance du Conseil d'économie publique que la distribution des matières „se faisait très lentement, avec des pertes énormes de temps et beaucoup de travail stérile". Il s'en prit aux sabotage des commerçants, mais il dut admettre aussi que le personnel distributeur avait été recruté en observation des principes politiques et non en raison de la compétence des candidats; parce que les hommes rompus au métier n'inspiraient pas la confiance politique voulue.

Un autre orateur expliquait l'échec des offices distributeurs par „le manque de sens moral et de scrupules" ainsi que par de nombreux abus qui révoltaient jusqu'aux ouvriers eux-mêmes; et à un point tel que les commerçants dépossédés, les petits-industriels persécutés pouvaient concevoir la légitime espérance de voir le régime s'écrouler bientôt, grâce à ses propres fautes, ce qui leur permettrait de reprendre possession de leurs fonds de commerce.

Les commissaires s'en doutaient bien un peu et se livraient à de nouveaux efforts pour étayer leur régime par une centralisation plus rigoureuse encore de la production. Ils eurent recours au raisonnement des grands *trusts* et expliquèrent que, pour être économique, la production devait être centralisée. Mais le vrai motif qui les inspirait fut d'en faciliter le contrôle. Pour y arriver, ils supprimèrent des centaines d'ateliers et de petits magasins, espérant de la sorte enlever à leurs propriétaires tout espoir de retour à leur droit et à leur propriété.

Le résultat fut un desastre pour . . . les acheteurs, tant prolétaires que bourgeois: tous durent faire la queue devant les rares offices de distribution et attendre de longues journées avant de pouvoir acheter une paire de souliers, une casquette, un chapeau, une cravate, un canif, ou les cent autres choses dont ils avaient besoin.

Le problème de la distribution des biens était d'autant plus laborieux que le *blocus*, infligé à la Hongrie pendant les quatre années

de la guerre, avait vidé les rayons des magasins et que l'industrie, disloquée par le nouveau régime, était manifestement impuissante à satisfaire les besoins pressants du public. Les demandes devenaient si impétueuses qu'il fallait les enrayer. Alors on imagina un moyen assez simple: on décréta que les magasins ne délivreraient des marchandises qu'aux travailleurs syndiqués. Tout pour l'ouvrier! disait-on. Mais comme presque tout le monde s'était empressé d'adhérer à quelque syndicat, on décrétait que l'achat de chaque objet devait être autorisé par un organe du soviet. Les locataires furent sommés d'avoir à élire pour chaque maison de rapport un „homme de confiance"; celui-ci devait être un ouvrier manuel ou, à défaut, socialiste de la veille. C'est à dire: un homme ayant adhéré au parti socialiste non pas sous la pression de la révolution, mais en 1918 déjà. Il en résulta que le locataire qui avait besoin d'une aiguille, d'une pelote de fil, d'une paire de souliers, d'une cuiller ou d'un objet quelconque, devait obtenir l'autorisation de „l'homme de confiance de sa maison", pour faire la queue devant l'office de distribution . . . .

Encore qu'absurde, ce procédé constituait un excellent moyen pour chicaner le bourgeois et même le travailleur qui s'était avisé de formuler une critique sur les abus et les faits imputés au régime. Or, ces critiques devenaient de plus en plus fréquentes, chaque jour un peu plus vives. Sans doute, les ouvriers touchaient de gros salaires, mais en revanche on ne leur donnait presque rien pour leur argent. D'abord parce que le commerce, réduit à l'impuissance et voué à la ruine, ne pouvait rien importer de l'étranger. Ensuite, parce que l'industrie, paralysée du fait des énormes frais de revient, délaissée par les ouvriers appelés à remplir des milliers de postes de confiance, ne livrait presque rien. Enfin, parce que l'argent se dépréciait à une allure vertigineuse.

Or, cette dépréciation avait été prévue; bien plus, elle figurait même au nombre des théories communistes comme un but qu'il fallait atteindre. Le capital: voilà l'ennemi qu'il fallait fraper à mort. Tout ouvrier qui ne dépensait pas tout son salaire et se livrait à faire des économies devint ipso facto suspect de vouloir faire revivre le capitalisme. Le bolchévisme n'a pas besoin de percevoir des impôts: il se passe des capitaux puisqu'il

Le propriétaire Papp (Sátoraljaujhely) devant le tribunal révolutionnaire.

Phot.: „Érdekes Ujság“ Budapest (Hongrie).



Exécution de Papp.

Phot.: „Érdekes Ujság“ Budapest (Hongrie).

AFFICHES BOLCHÉVISTES.

VEDD MEG!

A PROLETÁROK HATALMÁT

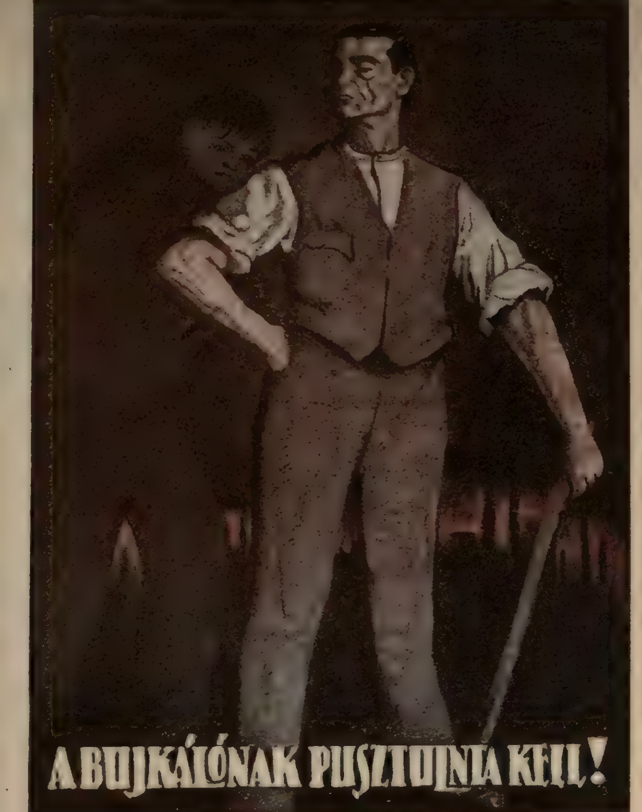
Défendez le règne des Proletaires.



Infâmes! c'est cela que vous avez voulu.



Lo soldat de l'armée rouge défend l'Etat prolétaire, celui qui se cache le trahit.



Perissent ceux qui se cachent !

dispose de tous les moyens de production et se procure, sans bourse délier, tout ce dont il a besoin. Un des premiers décrets financiers du régime bolchéviste stipulait l'exemption d'impôts de toute propriété rurale de moins de 50 hectares. N'osant pas effaroucher les masses paysannes, le régime renonçait, de coeur léger à une des plus importantes sources de revenus, attendu que 50 hectares de bonne terre hongroise représentaient à cette époque près d'un million de couronnes et rapportaient, grâce aux prix surélevés des produits alimentaires du sol, cent mille couronnes au moins par an. Le régime avait socialisé toutes les usines, ces excellents contribuables; mais ces usines travaillaient, nous l'avons constaté déjà, avec des pertes effarantes et se précipitaient vers la ruine complète à une vitesse plus effarante encore. Le régime avait exproprié les propriétés bâties; mais comme les grands appartements qui rapportaient les gros loyers avaient été réquisitionnés pour les familles prolétaires, que d'autre part le régime s'était empressé d'abaisser les loyers des petits logements, les seuls qui devaient subsister d'ailleurs, les maisons de rapport ne produisaient presque plus rien. Le régime avait bien confisqué les trésors des bijoutiers, mais il ne trouvait pas d'acquéreurs pour les bijoux. En province on rançonnait bien les richards dont on avait trouvé les noms et les adresses sur les registres des receveurs de contribution, mais ces rafles s'opéraient au profit des soldats rouges improvisés percepteurs . . . La douane ne rendait rien, nul ne voulant importer dans un pays où le gouvernement confisquait tous les stocks des commerçants. Le commissariat de la production socialiste eut beau organiser un *Office du Commerce extérieur* qui devait importer des marchandises étrangères: ces marchandises ne pouvaient sortir de leurs pays d'origine qu'en contrebande. Une enquête faite sur la gestion de cet office établit que le chef en avait confié à ses amis des centaines de millions en vue d'achats à faire en Autriche et ailleurs; mais ces amis, empêchés de remplir leur mission, avaient souvent négligé de rendre les grosses sommes confiées à leur probité.

Or, le régime éprouvait un besoin urgent pour cet argent à l'endroit duquel il affectait un si profond mépris: les usines, qui produisaient peu, n'en payaient pas moins de gros salaires; les fonctionnaires convaincus s'occupaient de politique, les autres, qui appartenaient à

l'ancien régime, pratiquaient le sabotage ou furent écartés. En tout état de cause, ceux-ci comme ceux-là tenaient à toucher de gros appointements. Les gens de la garde-rouge, qui devaient étouffer toute velléité contre-révolutionnaire de la bourgeoisie, ainsi que les soldats de l'armée rouge qui, aprés quatre années de guerre mondiale avaient pour charge de faire la petite guerre aux Tchèques, Serbes et Roumains et devaient, au surplus, tenir en échec les masses mécontentes de la population urbaine, ne pouvaient se contenter de la solde dérisoire d'autrefois (on connait le vers: „Au service de l'Autriche, le militaire n'est pas riche!"); aussi demandaient-ils à être payés au même taux que les ouvriers d'usine. On leur versait donc solde et salaires sans sourciller.

La propagande politique dans le pays et à l'étranger absorbait, elle aussi, de fortes sommes; la majeure partie des fonds alloués aux commissariats de l'instruction publique, des affaires intérieures, et de la production socialiste s'abîmait dans ce gouffre sans fond.

Finalement, le commissaire des finances aux abois proposait à la séance du 12 juin du Congrès des Soviets de frapper de taxes de *consommation* très élevées: le pain, la viande, les comestibles: c'est à dire: il rétablit précisément les taxes que les socialistes avaient combattues de tout temps comme anti-sociales, parce qu'elles grévaient les petites-existences beaucoup plus lourdement que les gens à fortune. Il est juste de dire que, dans la pensée du commissaire *Jules Lengyel*, ces taxes étaient appelées à ne gréver que les bourgeois et à offrir un excellent moyen pour les saigner à blanc. Heureusement, le citoyen Lengyel n'eut pas le loisir de réaliser sa belle idée.

Le moyen dont le bolchévisme hongrois a usé pour se tirer d'embarras est universellement connu: il fabriquait des milliards de faux billets. Et comme il était pressé, il interdit rigoureusement toute tentative de grève dans les imprimeries chargées de la fabrication des fausses coupures de la Banque d'Autriche-Hongrie et des billets fiduciaires émis par la Caisse d'Epargne Postale.

Mais comme ces billets n'étaient couverts par aucune en aisse métallique, le public les refusait. Alors on les lui imposait par voie de décret. On s'abstint toutefois de créer une loi sur cette transaction qui émit des billets fiduciaires jusqu'à concourence de près de six milliards

de couronnes. On décréta même que ces coupures, c'est à dire: les billets blancs, formeraient la seule monnaie fiduciaire ayant cours légal; quiconque refuserait de les accepter ou exigerait en payement les anciennes coupures (les billets bleus), encourait la confiscation de son argent, de fortes amendes et la prison. A maintes reprises, la garde-rouge fouillait à l'improviste les passants dans la rue et confisqua leurs billets bleus. Les journaux du régime démontraient au public que les billets blancs avaient pour base tous les immeubles socialisés du pays et représentaient, par conséquent, une valeur plus réelle que les billets de la Banque d'Autriche-Hongrie. Néanmoins, les paysans refusaient d'accepter les billets blancs et exigeaient que l'on payât les vivres en billets bleus. Les bolchévistes n'osant pas appliquer leurs décrets dans les campagnes, les soldats et les ouvriers d'usines métallurgiques ne tardèrent pas d'exiger leurs salaires en billets bleus; les seuls qui eussent cours dans les campagnes. De leur côté, les commissariats ramassaient tous les billets bleus qu'ils pouvaient accaparer, car la propagande politique à l'étranger ne pouvait se faire qu'au moyen des coupures bleues.

Ci-après nous reproduisons un relevé officiel de la gestion des finances publiques de la république des soviets-hongrois pendant les 133 jours de sa durée:

	Recettes	Dépenses
	en couronnes	
Présidence	305,000	3.498,000
Dette publique	1.892,000	31.680,000
Petits commissariats (justice, nationalités)	13.388,000	74.586,000
Commissariat des Affaires étrangères	777,000	10.623,000
Commissariat des Affaires intérieures (sourtout la propagande)	3.232,000	195.713,000
Commissariat des Finances (impôts perçus)	260.706,000	189.365,000
Commissariat de la Production socialiste	15.626,000	74.679,000
Commissariat de l'Agriculture	75.659,000	88.407,000
Instruction publique et „comité des produits de presse“ (Propagande bolchéviste)	2.923,000	230.412,000
Commissariat de la Prévoyance sociale	1.536,000	159.911,000
Commissariat de la guerre	114 770,000	3.307.372,000
Garde-rouge	2.817,000	514.162,000
Totaux du budget	473.631,000	4.889.408,000

Le lecteur aura sans doute remarqué que les recettes n'ont atteint que 473·6 millions et que le *militarisme rouge* a englouti 3·3 milliards sur un total de 4·89 milliards de dépenses.

Les exploitations en régie ont donné des résultats pitoyables :

	Recettes	Dépenses
Chemins de fer	71.300,000	667.600,000
Postes et télégraphes	28.251,000	100.637,000
Forges de l'État	77.411,000	84.463,000
Les Fondations	37.414,000	28.284,000
Achats et ventes en commission (le commerce extérieur officiel)	26.369,000	1.486.826,000
Fonds de roulement (transitoires)	1.886.751,000	1.886.751,000
Avances aux directoires de province	1.109,000	62.882,000

On voit que le *déficit* a atteint près de 6 milliards. On l'a comblé par des *emprunts* (extorquès à la Banque d'Autriche-Hongrie, billets blancs et autres) jusqu'à concurrence de 6,500.000,000 couronnes.

C'était claire comme le bon jour !



Dr. Nicolas Berend, célèbre professeur de médecine, est assassiné et dévalisé, le 24 juin 1919.



Assassinat du général de brigade Oscar Ferry et trois autres officiers supérieurs de la gendarmerie.

ADMINISTRATION, JUSTICE, VIE INTELLECTUELLE ET APPROVISIONNEMENT.

Nous avons présenté le régime économique, le bien être matériel que la république des soviets assurait si peu à la population. Le moment est venu de parler, au moins sommairement, des autres branches de la vie publique, du milieu *moral* et *intellectuel* créé par le bolchévisme.

Mais avant de passer à cet exposé, quelques mots de rigueur sur les dirigeants. Nous avons déjà dit que le chef du gouvernement, *Alexandre Garbai*, se bornait à régner sans gouverner. Avant la guerre, ce maître ouvrier-maçon fut un des principaux orateurs aux réunions socialistes; on avait besoin de son autorité pour rassurer les ouvriers sérieux. Se prêtant à ce rôle, il fut, au demeurant, l'instrument du véritable chef: de *Béla Kun* (*Kohn*). Celui-ci assuma la direction des affaires étrangères, charge d'autant plus importante que le Soviet hongrois se considérait comme simple membre, sorte de section de la Troisième Internationale. Journaliste de profession, il avait été adjoint de Lénine qui le dépêcha en Hongrie à l'effet d'y frayer le chemin à la revolution universelle. Fidèle exécuteur des ordres venus du Soviet moscovite, il dirigeait le mouvement avec un courage et une décision farouches, inébranlables. N'ayant rien à perdre et un monde à gagner, il voulait briser, par tous les moyens à sa disposition, toute tentative de résistance. C'est en prison qu'il réussit à s'emparer du pouvoir. Inutile de parler plus longuement de lui; qu'il suffise de savoir que c'était lui qui inspira presque toutes les mesures déjà exposées, qu'il personnifiait le régime. Il est l'objet de ce livre tout entier.

Après lui vint *Eugène Landler*, un des rares intellectuels du régime, avocat de profession et défenseur légal attitré des communistes, jusques

et y compris Béla Kun. Au début, on lui confia les affaires intérieures qu'il abandonna pour les chemins de fer, pour les troquer ensuite contre de commandement d'un corps d'armée. Finalement il fut nommé généralissime de l'armée rouge.

Aux affaires intérieures, on lui adjoignait *Bëla Vágó,* qui connaissait le pays pour avoir été employé — dans les bureaux de l'administration d'un journal.

L'agriculture eut à sa tête un collège de quatre membres: un poète rural, *Alexandre Csizmadia,* bientôt mis à la porte parce qu'il n'avait pas assez d'entendement pour les beautés du régime; *Georges Nyisztor,* ouvrier agricole à la journée, qui s'était complu à beaucoup pérorer dans les réunions populaires; *Charles Vantus,* agitateur communiste et *Eugéne Hamburger* qui, secrétaire général du parti socialiste, s'était distingué par ses harangues aux travailleurs de la terre.

Faute de spécialiste, la gestion des finances incomba à *Eugéne Varga* qui avait enseigné l'histoire dans un lycée. Un autre professeur de lycée, *Sigismond Kunfi (Kunstädter*), devint commissaire pour l'instruction publique du fait d'avoir livré le pouvoir à Béla Kun. Il ne tardait cependant pas de se voir supplanté par son propre substitut: *George de Lukács,* fils d'un richissime directeur de banque, qui ambitionnait la haute direction de la vie scientifique, littéraire et artistique. Pendant quelque temps, ces deux coryphées eurent pour collègues *Tibor Szamuelly,* héros du chapitre suivant, et *Alexandre Szabados,* ancien directeur du journal socialiste, qui se chargeait d'organiser la „production littéraire“ se bornant d'ailleurs à la propagande communiste. *Désiré Bokányi,* ex-tailleur de pierres et orateur consacré des palabres socialistes, s'improvisait commissaire pour la prévoyance sociale, et *Pierre Ágoston,* professeur de droit, se contentait d'être l'adjoint de Béla Kun aux affaires étrangères. *Joseph Pogány (Schwarcz),* journaliste insignifiant qui, s'étant introduit au service de presse du Grand État-Major pendant la guerre, en avait profité pour désorganiser l'armée en y sapant la discipline, cause principale du succès de la révolution Károlyi. Il était donc tout indiqué pour devenir commissaire pour la Guerre. *Béla Szántó,* auquel se joignit plus tard Tibor Szamuelly, furent ses substituts et devinrent les acteurs les plus sanguinaires du

bolchévisme hongrois. Les services judiciaires sont supprimés, mais on désigne un commissaire pour la justice: *Zoltán Rónai* qui, par exception — est homme de métier. *Guillaume Bőhm,* qui avait été monteur de machines à coudre, devient commissaire de la production socialiste d'abord, puis ministre de la guerre, ensuite général-en-chef de l'armée rouge et, enfin, „envoyé extraordinaire" de la république hongroise près de la république de l'Autriche-Allemande.

Pas de spécialiste expert dans les commissariats: telle était le mot d'ordre; il suffisait d'être communiste pour avoir qualité de figurer à la tête des départements administratifs: puisqu'il ne s'agissait que de destruction . . . .

Les seize commissaires avec leurs treize substituts constituaient le „*Conseil de gouvernement*" qui usurpait le pouvoir au profit exclusif de la classe ouvrière de Budapest. Celle ci jouissait de tous les privilèges et tyrannisait toutes les autres couches et classes sociales de la nation. La dictature du prolétariat urbain: tel était le principe unique qui régit la Hongrie. Une fraction infime s'arrogeait tous les droits de la souveraineté populaire.

La justice, cette base fondamentale de tout État, se voyait travestie en carricature par le fait que, la majorité du peuple étant privée de tous droits, la fraction dominante exerçait une dictature sans bornes et absolument arbitraire. Les juges experts en jurisprudence sont renvoyés et les services judiciaires transmis à 137 „*tribunaux révolutionnaires*"; les juges communistes, tous analphabètes, ne connurent d'autre loi que l'intérêt du prolétariat, aucune criminalité sinon celle des contre-révolutionnaires, des bourgeois et paysans osant critiquer la dictature.

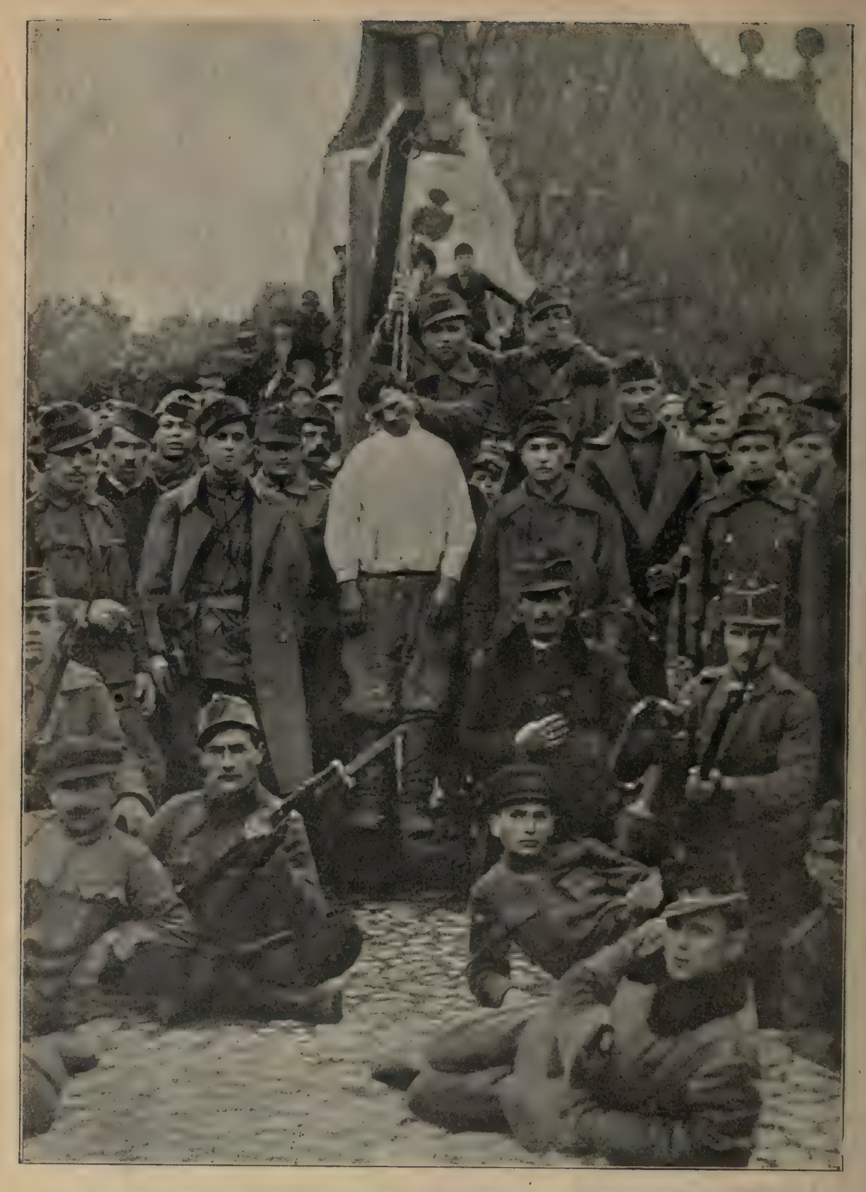
Les faits que les lois séculaires de tous les pays désignent comme crimes changeaient de caractère: la spoliation d'un bourgeois commise au profit soit de la communauté, soit d'un individu prolétaire, devint une vertu, un acte louable tendant à détruire le capitalisme, but suprême vers lequel gravitaient tous les efforts du bolchévisme. Le vol, le cambriolage, la fraude et l'assassinat étaient flétris comme actes criminels; à moins, toutefois, d'avoir profité au prolétariat. Quant aux crimes perpétrés avant l'avènement du bolchévisme, ils furent déclarés

„attribuables aux abus de l'ancien régime". Sur 16,143 procès criminels en cours 13,812 furent annullés sous prétexte que les inculpés ou condamnés avaient été „victimes du capitalisme". Et à ce titre, les détenus des maisons de force et autres établissements pénitentiaires se voyaient relâchés. Au surplus, les juges des tribunaux révolutionnaires manquaient plutôt d'orientation sur la criminalité: tel *pickpocket* se vit condamné à mort, alors que tel voleur à la tire en fut quitte pour une simple admonestation; tel bourgeois surpris en état d'ivresse endossait 8 ans de prison ou 500,000 couronnes d'amende; des gens qui avaient osé émettre un avis défavorable sur le régime ou sur Béla Kun, se voyaient infligés 5, 8, et même 15 années de travaux forcés. Un officier de la garde-rouge qui voulait maintenir la discipline entre ses subordonnés, eut 8 années de travaux forcés en récompense. Tous les jugements étaient prononcés sans instruction au préalable: le président accordait *une minute* à la défense; à moins que le défenseur ne s'évertuât à mettre en relief des circonstances *aggravantes* pour le bourgeois inculpé. Au contraire, tel soldat de la garde-rouge qui avait tué un enfant pris en flagrant délit de vol de quelques branches de bois, ou le fonctionnaire bolchéviste qui avait mis à sac l'appartement requisitionné d'un bourgeois, furent acquittés. Les tribunaux ne connaissaient qu'une seule prescription; faire montre d'une extrême indulgence pour les prolétaires et demeurer intraitable envers les bourgeois. La procédure était absolument arbitraire, puisque toutes les lois avaient été abolies. Le sort d'un accusé dépendait de la bonne ou de la mauvaise humeur des juges qui s'amusaient pendant les audiences à débiter de rudes propos prétendus plaisants; à l'adresse du bourgeois bien entendu. Il convient de reconnaître cependant que le travail était expéditif. La dénonciation d'un prolétaire quelconque suffisait pour traduire le bourgeois en justice, pour le juger (sans instruction) et pour l'exécuter dans les 24 heures. Il n'y eut des retards que dans les cas où l'accusé était censé avoir connaissance d'une des conspirations que le bolchévisme ombrageux soupçonnait innombrables, et semblait fournir ainsi des motifs suffisant à un sursis. Dans ce cas les gens de la garde-rouge appliquèrent à l'accusé les tortures les plus atroces du moyen-âge pour lui extorquer des „aveux".



Exécution d'un paysan contre-révolutionnaire.

Phot.: „Érdekes Ujság" Budapest (Hongrie).



Exécution d'un contre-révolutionnaire devant le monument de Kossuth à Kecskemét.

Phot.: „Érdekes Ujság" Budapest (Hongrie).

Ici nous touchons à la limite de ce qui s'appelait le service judiciaire du bolchévisme, car ces supplices faisaient déjà partie du système de terreur que nous allons traiter dans un chapitre spécial.

Nous ne parlerons pas des tribunaux civils; nous avons déjà fait connaître la mentalité du bolchévisme: la propriété c'est le vol. D'après cet axiome, le code civil devait être mis sens dessus-dessous et le monde complètement renversé. Le créancier qui s'avisait de devenir demandeur, devint ipso facto un accusé. On dissimulait ce principe sous la thèse suivante: „l'individu qui ne travaille pas, n'a aucun droit de posséder quoi que ce soit; cette propriété fut-elle le résultat d'une vie de travail".

Bref, le bolchévisme s'acharnait contre toutes les institutions du passé, s'en prit jusqu'à l'institution de la famille en déclarant que l'enfant illégitime devait être mis au pied d'égalité avec l'enfant légitime; et en occupant ce point de vue il arriva à la conclusion stupéfiante que le concubinage était légal au même degré que le mariage conclu en bonne et due forme. Ses tribunaux se contentaient du moindre prétexte invoqué par le mari pour prononcer le divorce tout aussitôt . . . Il propageait ces principes dans les écoles déjà où l'on s'appliquait à „éclairer" les garçons et les fillettes sur la vie sexuelle, à les exciter contre leurs parents, „bourgeois à mentalité dessuète".

Inutile de dire que l'enseignement religieux fut entièrement supprimé; les religieuses furent expulsées non seulement de leurs écoles, mais aussi de leurs institutions de charité. Elles n'y etaient tolérées qu'à la condition de renier leur voeu religieux et leur voeu de . . . chasteté . . . Celles d'entre-elles qui n'y obtempéraient que pour la forme durent s'exécuter pour de bon! . . .

Constatons encore en passant que le viol des femmes et des jeunes filles se pratiquait fréquemment et leurs auteurs, les terroristes, n'en furent aucunement inquiétés lorsqu'il s'agissait de bourgeoises ou de paysannes contre-révolutionnaires.

Comment se fait-il, demandera le lecteur, — que le peuple hongrois ait toléré, ne fût-ce que pendant des semaines, un régime qui commit pareilles atrocités? Nous y repondrons dans le chapitre qui traitera de la terreur rouge. Qu'il suffise de constater cependant que le grand public ignorait alors la plupart de ces abus révoltants. On chuchotait

beaucoup il est vrai, mais on le fit avec une foule de précautions, car le régime avait à sa solde des espions qui formaient légion et infestaient non seulement les rues, mais encore les maisons et appartements particuliers. Les „hommes de confiance“, les employés de ménage, les concierges, les desservants des cafés et restaurants étaient presque tous disposés à dénoncer leurs bourgeois et à les livrer aux tribunaux révolutionnaires. Les faits cités plus haut ont été constatés au cours des enquêtes après la chute du bolchévisme, aux audiences publiques lorsque l'on fit leur procès aux communistes.

La presse, à laquelle eût incombé le devoir de rèvéler ces ignominies, était impuissante: le bolchévisme avait eu soin de la réduire au mutisme le plus complet. Pour commencer, il lui imposa une censure d'une sévérité draconienne. C'était là d'ailleurs un procédé dont on avait usé souvent au cours de la guerre, lorsque la censure militaire supprimait non seulement toute allusion à une défaite subie, mais aussi toute indiscrétion sur des abus commis autour les fournitures militaires. Cependant, loin de se contenter de supprimer toute critique de ses faits et gestes, le bolchévisme obligeait encore les journaux à publier des articles écrits par le „bureau de presse“ et à les faire signer par l'un ou l'autre des rédacteurs qui avaient signé dans le journal les articles parus avant un an.

On ne saurait dénier toute ingéniosité à cette manière de se faire glorifier par la presse adverse. Les journalistes ayant fini par protester contre un abus de pouvoir qui était destiné à discréditer les hommes les plus estimés de la presse hongroise, le gouvernement prit le parti de *supprimer en bloc tous les journaux bourgeois*; non seulement les organes politiques quotidiens, mais aussi toutes les gazettes et revues s'occupant de science, de littérature, d'agriculture, de commerce, d'industrie ou de sport. Cette tâche achevée, le commissaire de l'instruction publique se retourna contre l'Académie des Sciences et les sociétés scientifiques qu'il entendait également inféoder à la propagande communiste.

C'est que le bolchévisme parlait énormément de la nécessité qu'il y avait d'éclairer les ouvriers et de „féconder la production au moyen des progrès accomplis par la science“; mais il avait en horreur les intellectuels bourgeois. Il voulut bien admettre que le travail physique et le travail intellectuel étaient de valeur égale, mais un de ses comités

de la production socialiste se ventait dans son rapport d'avoir astreint à des travaux physiques quelques milliers d'ouvriers intellectuels; tels que: généraux, juges de la haute cour, avocats, professeurs, commerçants etc. dont les fonctions antérieures étaient supprimées sous le régime bolchéviste.

Etrange façon d'activer le progrès dans les sciences, de rehausser et féconder la production !

Il nous serait facile de citer des centaines de faits par lesquels le régime bolchéviste exaspérait le peuple hongrois; non seulement les classes bourgeoises et le peuple des campagnes, mais aussi les ouvriers qui avaient gardé leur bon sens et leurs sentiments de patriotisme, malgré les belles promesses communistes. Mais il nous semble que les faits sommairement exposés ci-avant suffiront pour édifier l'opinion publique de l'Occident sur la valeur des théories bolchévistes. Pensant alors d'avoir suffisamment mis en éveil l'attention de ceux qui sont appelés à étudier ces théories, nous avons le devoir de leur indiquer les sources auxquelles ils pourront puiser pour se documenter à fond sur les tendances et les méthodes du bolchévisme. Ce sont les livres que M. *Charles Huszár*, ancien président du conseil, et M. *dr. Gustave Gratz,* actuellement ministre des affaires étrangères, ont écrits avec le concours des publicistes les plus compétents de Hongrie. Nous avons dû nous borner à présenter au public étranger quelques aspects du bolchévisme qui rêve de renouveler en Occident la tentative qui a si piteusement échoué en Hongrie.

Les Hongrois, qui ont passé par cette maladie, sont immunisés contre son terrible virus en raison de toutes les souffrances qu'elle leur a values. Cependant, il nous faut mentionner encore le principal sujet de mécontentement, celui qui finit par révolter la classe ouvrière de Budapest même: il s'agit du *ravitaillement public.*

Les bolchévistes soupçonnaient le danger qui menaçait leur régime de ce chef et confièrent l'organisation du ravitaillement public à M. Maurice Erdélyi, le seul homme capable et intégre du régime. Mais les efforts que fit cet homme intelligent et scrupuleux demeuraient stériles devant l'irrémédiable désarroi que le système avait suscité dans la production agricole et industrielle autant que dans les finances publiques. Les salaires

hors de proportion que les ouvriers prélevaient sur le capital et sur les réserves des entreprises industrielles et commerciales avaient eu pour résultat immédiat une hausse rapide des prix dans tous les articles. Et cette hausse s'accéléra encore et prit une allure vertigineuse au fur et à mesure que se dépréciait la monnaie fiduciaire: la couronne. Au début du régime, cette couronne valait encore 54 centimes; à sa chute elle s'était abimée à 4 centimes. Le régime eut beau tenter de soutenir le cours de la couronne par la force brutale de ses sbirres, les paysans refusèrent obstinément d'accepter en payement les coupures blanches: les bourgeoises, qui faisaient le pélerinage dans les campagnes se voyaient forcées d'offrir des robes, chemises, jupons, ustensiles de cuisine, matelas, souliers ou tapis pour faire l'acquisition d'un peu de viande, d'un peu de lait ou de quelques fagots de chauffage. Telle paysanne exigeait pour son dindon „une grande boite qui fait de la musique quand on tape dessus"; c'est à dire un piano!

Le pain fut rationné. Les arrivages de boeufs, veaux, moutons et porcs étant devenus de plus en plus rares; il fallait fermer les portes des boucheries pendant deux et même trois jours de la semaine. Plus tard il n'y eut plus de viande du tout. Les restaurants à la mode même ne pouvaient offrir à leurs clients que des légumes. Et quels légumes! De ceux qui, autrefois figuraient sur les menus des cabarets de bas étage! Les pâtes cuites à l'eau, mets favoris du peuple de Budapest, avaient disparu: les restaurants manquant de farine, de sucre, de graisse et de beurre. La lait devint un luxe: il n'y en eut pas même assez pour les nourrissons et les malades. . .

La garde-rouge requisitionnait bien dans les villages quantités de bétail, de graisse, de beurre, de lait; cela suffisait tout juste pour les commissaires, leurs adjoints favoris et les ouvriers des grandes usines. Le reste de la population mourait de faim; les ménagères durent faire la queue devant les rares magasins à vivres et rentrer bredouilles la plupart du temps. A 5 heures du soir, les gens affamés se postèrent à l'entrée des restaurants pour y accaparer une ou deux places et avoir ainsi le droit de se mettre . . . à la queue devant les guichets où l'on vendait les „bons à manger pour un plat ou deux". Il fallait faire vite, car au bout de trois quarts d'heures il ne restait plus rien pour les



La cave du Parlement où Otto Korvin-Klein fonctionnait comme chef des détectives.



Le „train funèbre" de Tibor Szamuelly.

clients attardés. Comme boisson on ne servait-que de l'eau; la bière et le vin étaient prohibés.

Le menu était maigre; en revanche, il était épicé par les grossiers propos des desservants qui se moquaient des clients bourgeois et leur servaient les mets sans nappes ni serviettes. Personne n'y fit attention: les bourgeois et leurs dames étaient habitués à s'entendre insulter par les prolétaires de tous genres: conducteurs des tramways, personnel des administrations et, surtout, par les gens de la garde-rouge. Que de fois les femmes prolétaires criaient à l' oreille de dames bien vêtues qu'on finirait „par leur arracher leurs robes de velours, leurs blouses de soie et leurs chapeaux". La menace dut faire rêver, car elle avait été suivie d'exécution assez souvent déjà sous le régime Károlyi.

Budapest est une ville qui raffole d'arts. Dotée d'une dizaine de théâtres et d'autant de cafes-concerts, on y arrangeait encore chaque jour plusieurs grands concerts vocaux. Le bolchévisme, qui se torturait le cerveau pour inventer tous les jours une nouvelle chicane à l'adresse de la bourgeoisie, décréta soudain que les théâtres, les cafés-concerts et grands concerts étaient réservés aux prolétaires munis de la fameuse carte de syndiqué. Pour consommer des gâteaux dans la célèbre confiserie *Gerbeaud* ou se promener dans la ravissante île Ste Marguerite, pour prendre un bain d'étuve dans les grands établissements de bains de Budapest, il fallait encore exhiber la fatidique carte de syndicaliste.

Jadis, les bourgeois et bourgeoises de Budapest avaient contracté la mauvaise habitude de passer leur après-midi et leur soirée dans les cafés; le bolchévisme les privait même de cet innocent plaisir: comme les cafés servaient de lieux de réunion aux bourgeois, ils durent fermer leurs portes de 10 heures du matin jusqu'à 16 heures puis à 20 heures. Dès cette heure, les rues de Budapest, d'habitude grouillant de gaité et d'animation, devenaient désertes. A 22 heures il fallait éteindre toute lumière jusque dans les appartements privés. Un étudiant en médecine, Béla Madarász, qui préparait son examen vers minuit, se vit entraîné au poste sous l'inculpation „d'avoir fait des signaux à des contre-révolutionnaires". Il a été exécuté: sa petite lampe avait fait peur au bolchévistes . . . . C'est que leur conscience s'alarmait au moindre rayon de lumière . . .

LA TERREUR-ROUGE ET L'EUROPE.

On connait la boutade par laquelle Henri Rochefort débuta dans la presse du second Empire: „La France compte 40 millions de sujets, sans compter les sujets de mécontentement". Dans la petite Hongrie bolchéviste, ces derniers sujets furent, on l'a vu, innombrables. Et il est certain que les sujets mécontents étaient beaucoup plus nombreux que les prolétaires qui en étaient les bénéficiaires.

Béla Kun l'avait bien prévu. Aussi décida-t-il de maintenir son régime par la terreur, soutien unique des minorités tyranniques. Dès le debut il avait chargé son ami *Joseph Cserni* d'organiser un corps de gardes appelés à terroriser la capitale. Cserni recruta les soldats communistes les plus féroces et, enrôlant des malfaiteurs que le régime avait relâchés des maisons de force, en porta l'effectif successivement à 600 têtes. La troupe portait le nom suggestif d'*„enfants de Lénine"*. Cserni les admit à la condition d'être „cruels comme des fauves" et leur garantit l'impunité pour le sang bourgeois qu'ils pourraient répandre à volonté.

Les terroristes se le tinrent pour dit: parcourant dans leurs 25 autos les quartiers élégants, ils opéraient des descentes domiciliaires à l'improviste sous le prétexte de menées contre-revolutionnaires et profitaient, bien entendu, de chaque perquisition pour s'emparer des objets de valeur qui leur tombaient sous la main; nul n'osait résister: les „enfants de Lénine" étaient armés jusqu'aux dents.

Ce corps spécial de gardes installait son quartier général dans le palais Batthyány (près de la place Octogone) au centre de la ville, déposait dans les souterrains de l'immeuble une trentaine de mitrailleuses et quelques vagons de munition, puis il se mit à faire trembler de terreur les beaux quartiers. On ne tardait pas d'apprendre que les

DERNIÈRE AFFICHE DU RÉGIME KÁROLYI.



Ouvriers ! Bourgeois ! Le lundi matin, 4 mars, nous défilons devant le Parlement pour demander à ces Messieurs ce que devient le suffrage universel ! Le parti socialiste.

AFFICHES BOLCHÉVISTES.



La main du prolétaire ou le fouet de l'Entente ?

bourgeois trainés dans ce coupe-gorge y étaient soumis à des tortures d'un raffinement parfait. On y entassait des vivres et des objets de valeur „requisitionnés". De temps à autre, ces messieurs arrangeaient des orgies en compagnie des dames du monde que e'on avait entrainées de vive force.

Cependant tout cela ne suffisait pas encore aux chefs fanatiques du régime. *Tibor Szamuelly*, ancien reporter, qui avait été casé au commissariat de l'instruction publique, exigea que l'on permît au mob de piller la bourgeoisie pendant trois jours au moins. Béla Kun estimait toutefois que cela produirait une impression déplorable à l'étranger; puis il fallait compter avec le lieutenant-colonel *Romanelli* — qui représentait l'Entente après le départ des autres missions étrangères et qui avait déclaré déjà à Kun qu'il le rendait personnellement responsable pour les abus des „enfants de Lénine". Finalement, il fallait licencier le corps de Cserni. Mais on ne le fit qu'en apparence: Cserni se vit chargé d'organiser le „corps des détectives du commissariat de l'intérieur". Ce nouveau corps élut domicile au palais du parlement. Il y traîna les bourgeois soupçonnés de velléités contre-révolutionnaires et leur fit subir dans les souterrains qui se trouvent sous la magnifique salle des séances de la Chambre des Magnats, les tortures les plus cruelles à l'effet de leur arracher des aveux. Le chef de ce corps, un nain bossu: *Otto Korvin (Klein),* eut tôt fait pour acquérir la réputation d'un homme des plus redoutés pour la bestialité avec laquelle il traitait ses victimes. C'est sur les ordres de Kun et de cet individu que des centaines de notabilités de la vie publique hongroise se voyaient arrêtés comme ôtages. Les gens de Korvin se rendaient nuitamment chez les personnes désignées, les arrachaient à leurs lits et les emmenaient sans même leur donner le temps de s'habiller et de faire des adieux à leurs familles. Ces personnages furent incarcérés à la maison d'arrêt du tribunal de Budapest, où le nombre des détenus atteignit près de 1500. Au début, on leur interdit de causer; ils étaient couchés sur des paillasses immondes et infectes; les salles de détention servaient en même temps de lieux d'aisance, attendu que nul ne pouvait quitter sa prison. Les géôliers s'amusaient à leur raconter qu'ils allaient être pendus. De temps à autre on les conduisait, les yeux bandés, „sous

le gibet“, pour les ramener ensuite, sous un prétexte quelconque, dans leurs cellules.

Ces prisonniers avaient cependant encore la bonne chance de ne pas avoir été emmenés dans les sous-sols du Parlament où le sieur Korvin s'ingéniait à vouloir faire parler ses victimes. Il n'y eut pas de torture qu'on ne leur appliquât pour en tirer quelque chose: tantôt on les frappait aux talons à coups de batons recouverts de caoutchouc, tantôt on leur flagellait le ventre nu avec des courroies: aux uns on rompait les côtes et les bras, à d'autres on enfonçait des clous sous les ongles; à celui-ci on fit avaler trois litres d'eau, à celui-là on introduisait une règle dans le gosier. Un nommé Balogh, qui refusait d'avouer, fut suspendu sur le gibet dressé dans la cave jusqu'à ce que le sang lui venait par le nez et par la bouche. Un des tortionnaires venus de Russie avait pour habitude de crever les yeux à ses victimes. Pour inspirer plus de terreur aux prisonniers, on étalait à leurs yeux les nez, oreilles et langues que l'on disait avoir arrachés à d'autres contre-revolutionnaires. Quand un prisonnier avait succombé à son martyrologue, on jetait son cadavre dans le Danube qui roule ses flots au pied du palais.

Nous avons indiqué déjà la manière des tribunaux révolutionnaires à prononcer leurs jugements. Dans la plupart des cas le commissaire politique, délégué pour tous ces tribunaux, l'avocat public *dr. Eugène László (Lőwi)* dictait les jugements. Joseph Cserni présidait à l'audience consacrée à la cause du dr. Jean Stenczel et huit de ses coaccusés. Après la séance qui avait bien duré dix minutes au plus, le président énonça selon le désir du dr. László, la peine de mort pour huit des accusés. Comme exposé des motifs: un coup de sifflet donné par le président. Trois des condamnés sont fusillés séance tenante; la peine des autres fut commuée en travaux forcés à perpétuité.

Le sieur László avait requisitionné pour son usage personnel le palais du baron Ullmann, directeur-général de la Banque de Crédit Général Hongrois. Il en profita pour emporter de volumineux paquets de vêtements. Après avoir fait arrêter comme ôtages de riches commerçants, il les fit relâcher „sur les instances de leurs familles“, — moyennant de fortes rançons.

Répression du mouvement contre-révolutionnaire à Dömsöd.



Massacre de contre-révolutionnaires.

Phot. : Aug. Hornyánszky Budapest (Hongrie).

Le terroriste Andor Lázár ayant été chargé d'arrêter huit ôtages, il n'en trouva que quatre: le secrétaire d'État dr. *Alexandre Hollán*, son père et deux autres personnages. Appréhendant le mécontentement de son chef Cserni, il se décide à accomplir un „haut-fait“: arrivé sur le pont suspendu, il fait saisir les deux Hollán et les fait lancer dans le Danube. Lorsqu'il rapportait son haut-fait à Cserni, ce dernier lui exprima son entière satisfaction.

Les bolchévistes avaient voué une haine spéciale à la gendarmerie, solide pilier de l'ancien régime. Ils arrêtèrent le général *Oscar Ferry*, ancien inspecteur de gendarmerie et deux anciens lieutenants-colonels de gendarmerie, les torturèrent pendant deux jours et les pendirent finalement sur les tubes de conduite d'eau dans la cave de la caserne des terroristes; puis il lancèrent dans le Danube les cadavres de leurs victimes.

M. *de Návay*, ancien président de la Chambre des Députés, arrêté à Makó, devait être traduit „en justice“ à Budapest. Mais les terroristes qui l'avaient arrêté estimaient plus simple de l'exécuter en cours de route. A cet effet, il le font descendre à Félegyháza, le forcent à creuser une fosse, le lardent de coups de bayonnettes et l'enterrent dans la fosse.

La résistance déployée par les populations rurales eut le don d'énerver les bolchévistes tout particulièrement. Le prolétariat de Budapest se plaignant avec une âpreté de plus en plus vive du manque de vivres, Szamuelly promet d'y mettre bon ordre: il fait chauffer une locomotive, y attelle deux voitures Pullmann, un vagon restaurant et deux vagons lits; puis ayant fait monter les plus farouches d'entre les „enfants de Lénine“, il entreprend une tournée en province. Dans la suite, ce convoi devint légendaire: il apportait l'abomination de la désolation dans les communes où il s'arrêta. On le surnomma „train de la mort“. A chaque station, le directoire local attendait le train et y fit monter les notabilités qui avaient eu le malheur d'encourir la rancune de quelque membre de ce directoire. Après avoir subi un interrogatoire très sommaire, les infortunés furent achevés à coups de bayonnette et lancés par les portières du train qui roulait à grande vitesse.

Dans les gares de quelqu'importance, Szamuelly descendait du train, convoquait les communistes de l'endroit et constituait le tribunal chargé de juger les „blancs". Sur un signe de Szamuelly, le tribunal énonca le jugement qui fut immédiatement exécuté. Au moyen de ce procédé, Szamuelly supplicia 61 hommes à Dunapataj, 30 à Szolnok, 20 à Kalocsa, et ainsi de suite dans une vingtaine de villes et de grandes-communes. Au cours des 15 audiences publiques consacrées aux atrocités commises par la troupe de Cserni, on a établi que le terroriste Louis Kovács avait exécuté 17 „blancs" à lui seul; Árpád Kerekes (Kohn) en avait mis à mort 18 et Charles Sturcz 49.

Szamuelly ordonnait les exécutions par les mots: „Mettez-le sous l'arbre". La victime fut forcé de monter sur une chaise et, lorsque la corde lui était passée sur le cou, on lui ordonna de renverser la chaise, qui le soutenait. Comme le „blanc" hésitait, les bourreaux le frappaient de leurs crosses de fusils et lui administraient des coups de bayonnette jusqu'à ce que le malheureux se décidait à renverser la chaise et à se laisser étrangler par la corde. A maintes reprises ils allèrent jusqu'à forcer les femmes et les enfants de ces infortunés à assister à l'exécution du chef de leur famille.

Le 19 avril Béla Kun ordonne de prendre des ôtages. Il en fait arrêter 489 qui sont gardés en prison jusqu'au 27 mai, jour où le lieutenant-colonel *Romanelli*, qui avait déjà empêché leur exécution, obtint enfin leur élargissement.

Ce serait une tâche trop fastidieuse que de relater toutes les atrocités commises par les terroristes à Budapest et en province. La série en serait trop longue; mais afin d'en donner une idée, nous citerons quelques chiffres officiels.

Après la chute du bolchévisme et le départ des troupes d'occupation roumaines, les tribunaux ordinaires reprirent leurs fonctions. Ils ordonnaient des enquêtes sur les abus de pouvoir, actes de vol et de spoliation, coups, blessures et assassinats que les bolchévistes avaient perpétrés durant leur règne de 133 jours. Les plaintes affluèrent si nombreuses qu'il fallait ouvrir des instructions en 17,724 causes criminelles contre 29,069 individus, et faire arrêter près de 6,000 individus ayant mis à profit le régime bolchéviste pour se livrer à des actes con-

damnables. Ces tribunaux ont condamné 1,265 individus ; sur les 17,724 actions intentées; 14,839 ont abouti à des non-lieus. Ce fait prouve que les tribunaux n'ont sévi que contre les fauteurs intellectuels du régime et non contre les prolétaires séduits par les promesses du bolchévisme. Ceux-ci ont bénéficié du décret d'amnistie que le gouverneur général Horthy a signé le 24 décembre 1920.

Pendant le mois d'avril, le régime bolchéviste eut encore des succès à porter à son actif: les ouvriers étaient fort satisfaits d'être devenus les maîtres du pays. Pour le 1-er mai le gouvernement organisa une grande manifestation prolétarienne: plus de 100,000 prolétaires de la rive gauche se rendirent en cortège au Bois de Ville, ceux de la rive droite au champ des grandes parades militaires. On régala le public de discours sonores sur la révolution universelle qui devait éclater le 20 juin. Ce fut l'apogée du mouvement. Mais le lendemain les affiches annonçaient déjà à la capitale que la république des soviets était en danger, que tous les prolétaires devaient courir aux armes. Le 1-er mai les Roumains avaient franchi la Tisza, les Tchèques repris la ville de Miskolcz et les Serbes s'étaient rapprochés de Szeged. On mobilisa les ouvriers desusines de Budapest. Au début, l'armée rouge remporta de grands succès dans la Haute Hongrie et réussit même à repousser les Roumains sur la rive-est de la Tisza. (Nous reviendrons encore sur ces succès.)

Le 14 juin le Congrès des soviets inaugura ses déliberations et les commissaires se voyaient contraints d'avouer que la destruction du capitalisme n'avait pas encore donné les résultats que l'on avait espérés. Un des orateurs du Congrès, un nommé *Surek*, s'en indignait au point qu'il proposa d'exécuter en bloc tous les ôtages et d „élever des montagnes avec les cadavres des bourgeois". Béla Kun, effaré par cette douce effusion, ainsi que par les critiques acerbes sur la corruption du régime bolchéviste, s'empressa de renvoyer les membres du Congrès à leurs pénates.

La population était exaspérée. Le 24 juin les contre-révolutionnaires tentèrent un coup pour rétablir l'ordre. Dans l'après-midi, trois moniteurs venus du Bas Danube, s'arrêtaient en fâce de *l'hotel Hungaria*, résidence de Béla Kun et des principaux commissaires, et lancèrent

quelques obus sur le bâtiment. Simultanément, les élèves de l'école militaire *Ludoviceum* arboraient la tricolore et firent un effort pour pénétrer dans la ville.

Quelle nuit remplie d'angoisses! A tout moment la fusillade crépitait dans les beaux quartiers où les rouges tuaient les passants attardés d'aspect bourgeois. Au matin les rouges reprirent le dessus. La contre-révolution avait échoué. Elle avait été mal organisée. Au nombre des victimes il faut mentionner le célèbre professeur de médecine *Nicolas Berend*, tué dans la rue pour avoir agité son mouchoir blanc dans la direction des moniteurs. Béla Kun se décida à statuer un exemple et à faire pendre publiquement les meneurs de la „révolte“ *sur la place de l'Octogone*. J'ai vu de mes yeux les préparatifs faits en vue de cet acte odieux. Il fallait y renoncer cependant à la suite de l'énergique intervention du lieutenant-colonel *Romanelli*. En revanche, Szamuelly reprit ses horribles tournées en province. Mécontent, il tramait déjà une intrigue contre Béla Kun qu'il trouvait trop modéré: de concert avec Vágó et Cserni il projetait d'organiser un véritable régime de massacres et dressait à cette fin *une liste de deux mille personnages haut situés* qui devaient être immolés en une seule nuit. Un autre terroriste déclarait publiquement que le bolchévisme considérerait ôtage la bourgeoisie toute entière pour le cas où l'étranger se mèlerait des affaires intérieures de la république des soviets.

En desespoir de cause, les bolchévistes lançaient des appels au prolétariat de tous les pays; mais la grève universelle qu'ils avaient promise aux ouvriers de Budapest se faisait attendre, tandis que les mouvements contre-révolutionnaires éclataient, coup sur coup, sur plusieurs points en province: à Tamási, Kéthely, Császár, dans les régions riveraines du Danube et ailleurs. A Szeged les „blancs“ constituèrent un ministère et dès le 10 juin l'amiral *Horthy* se mit en devoir de recruter une armée nationale.

En ce moment, quelques centaines de soldats français eussent pu marcher facilement sur la capitale et y rétablir l'ordre légal avec le concours de Horthy. Mais on hésitait: on croyait devoir ménager la susceptibilité des socialistes français; supposition gratuite manquant de tout fondement. On préféra fournir aux Roumains le prétexte „de sau-



Tremble! Contre-révolutionnaire qui te caches dans les ténèbres et colportes des bruits alarmants!

AFFICHES BOLCHÉVISTES.



Debout! Défends le prolétariat, Frère! Au secours!

ver“ la Hongrie qui n’en avait plus besoin: le bolchévisme hongrois était arrivé au bout de son rouleau. Les prolétaires, desabusés et exténués, ceux qui avaient obéi à l’appel aux armes pour défendre la république des soviets ne suffissaient guère pour tenir tête à l’invasion étrangère. Il fallait donc mobiliser la jeunesse bourgeoise elle-aussi; bien entendu, on dut avoir recours à la force. Si les rangs de l’armée rouge grossissaient de ce fait, en revanche les blancs dont on se servait pour les garnir y apportaient les germes de la décomposition.

Cela nous amène à parler aussi des campagnes soutenues par la Hongrie bolchéviste.

Celle du mois de mai avait été menée avec un grand élan: au bout de quelques semaines les Tchèques étaient chassés d’une grande partie de la Haute-Hongrie. Cela s’explique, en premier lieu, par le fait que les régiments tchèques ne s’étaient fait remarquer au cours de la guerre mondiale que par leur empressement à déserter les rangs et à lever les mains. Les derniers débris de l’armée hongroise avaient suffi pour mettre les Tchèques en fuite. M. Clémenceau arrêta cette marche triomphale parce qu’il appréhendait que les bolchévistes hongrois pussent s’unir, — comme ils l’avaient tant de fois promis d’ailleurs aux ouvriers de Budapest — aux les bolchévistes russes.

J’ai vu les officiers d’un régiment qui s’était battu contre les Tchèques; je les ai recontrés au château d’un de leurs camarades, celui de mon ami H. . . ., aux environs de Budapest. Ils défilaient devant la maitresse de maison pour se présenter:

Árpád de X., contre-révolutionnaire.

Zoltán de Y.. contre-revolutionnaire.

Géza de Z., contre-revolutionnaire, et ainsi de suite. En plein régime de terreur rouge!

Un mois après ce même régiment a été dirigé sur le front Est. Les officiers en étaient enchantés:

— Dans quelques semaines, me dirent ils, nous serons les soldats de Horthy!

L’armée rouge se disloquait: les „blancs“ y étaient déjà trop nombreux et effilaient sabres et bayonettes . . . contre les rouges.

Les bataillons de prolétaires se battaient mal ; ils exigeaient de gros salaires, ne tenaient pas à „manger du choux“ et saisirent toute occasion qui se présentait pour rentrer à Budapest. Ce penchant ne laissait pas de causer de gros soucis à Béla Kun, car ces soldats prolétaires se livraient au pillage des villes par lesquelles ils passaient pour atteindre la capitale ; le commissaire à la guerre s'évertuait à les desarmer pour éviter le sac de Budapest. Telle fut l'armée rouge qui avait été „vaincue“ sur les bords de la Tisza par les Roumains.

De tous temps les Roumains eurent le génie des victoires faciles. En 1877 ils se ruaient „au secours de la Russie“, lorsque l'héroïque garnison de Plevna était déjà à bout de force. En 1912 ils ont attaqué la Bulgarie quand celle-ci était déjà aux prises avec la Serbie, la Grèce et l'armée d'Enver pacha. En 1917 ils se joignirent à l'Entente au moment où les Russes avaient franchi toute une série de cimes des Carpathes. En 1919 ils envahirent la Transylvanie lorsque la Hongrie avait capitulé déjà devant l'Armée d'Orient du général Franchet d'Esperey : ils marchaient sur Budapest lorsque l'armée rouge était saturée déjà d'éléments ennemis du bolchévisme.

Pendant l'occupation roumaine de Budapest, mon ami H. . . . que je viens de nommer, me pria d'intervenir auprès du général Mardarescu en faveur de son fils qui, ayant abandonné l'armée rouge pour se joindre à l'armée de Horthy — était tombé aux mains des Roumains. Mon intervention n'eut aucun résultat : le général Mardarescu ne voulait pas connaître de „blancs“ : il avait besoin d'annoncer à Bucarest beaucoup de „prisonniers“.

L'heure n'est pas venue encore (et ce livre n'y est pas appelé) pour mettre en lumière les victoires roumaines en Hongrie. Ce que nous pouvons établir cependant dès aujourd'hui et en nous basant sur des faits que je relate ici pour les avoir vus de mes-yeux, c'est que le gros de la nation hongroise ne pouvait prévoir que l'action de „sauvetage“ des Roumains coûterait le triple de ce que lui avait coûté le bolchévisme. Les blancs avaient laissé entrer les Roumains car, encore que l'invasion roumaine fût une *chose bien affreuse* et une dure humiliation passagères, le bolchévisme par contre représentait *un danger mortel !*

Mieux que personne, les Hongrois savent ce que c'est que le bolchévisme: au moment oû ce danger menacera l'Occident, ils seront les plus acharnés défenseurs de la civilisation européenne. La justice hongroise n'a châtié que les meneurs qui avaient prêché le communisme pour le pratiquer à leur profit et pour se livrer à leurs penchants de scélérats. Mais elle a amnistié les ouvriers égarés par les promesses des bolchévistes. Le gouvernement-hongrois a compris que les grandes réformes sociales, — dans les villes autant que dans les campagnes — sont les remèdes les plus efficaces et les plus sûrs pour prévenir le mécontentement des couches profondes de la population. La Hongrie est l'unique pays peut-être où les prolétaires même qui ont tant souffert par les mesures absurdes et insensées du bolchévisme, soient immunisés contre le virus de cette horrible maladie qui prend des allures d'épidémie dans l'Europe entière. La petite armée que l'amiral Horthy a mise sur pied est une des mieux disciplinées de l'Europe. Les officiers en sont vaillants et bien instruits; les troupiers, les paysans autant que les ouvriers, sont intelligents, animés de sentiments patriotiques et parfaitement édifiés sur les tendances absurdes et les effets atroces de la maladie bolchéviste. Et le jour où toute l'Europe aura connu les horribles aspects de cette maladie, elle communiera dans l'esprit de la réconciliation des peuples pour assurer la paix et la civilisation. Ce jour là elle appréciera tous les mérites que le peuple hongrois a acquis — au prix de tant de souffrances endurées pour la civilisation — au cours de son passé dix fois séculaire et, en 1919, sous le régime bolchéviste.

TABLE DES MATIÈRES:

